



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 22 MARS 1902.

AVIS DU GOUVERNEMENT

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

35

Proclamations

Canada, Province de Québec. } L. A. JETTE.  
(L. S.)

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que  
Proc.-Général. } H. Giroux, F.  
H. St-Germain et L. A. Papillon, commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Nicolet, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité des susdits statuts, fait un rapport de leur opinion au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, accompagné d'un procès-

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 22nd MARCH, 1902.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

36

Proclamations

Canada, Province of Québec. } L. A. JETTE.  
(L. S.)

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King Defender of the Faith Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS H.  
Atty.-General. } Giroux, F.  
H. St-Germain and L. A. Papillon, duly appointed commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Québec, in and for the Roman Catholic diocese of Nicolet, in Our province of Québec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said statutes, made to the lieutenant-governor of Our said province of Québec, a return of their opinion, with a *procès-verbal* of their pro-

verbal de leurs procédés, par lequel ils décrivent et déterminent les limites et bornes de cette partie de la paroisse de Sainte-Anne-du-Sault, dans le comté d'Arthabaska, dans le dit diocèse catholique romain de Nicolet, qu'ils croient le plus convenable de détacher de la dite paroisse de Sainte-Anne-du-Sault et d'annexer à la paroisse de Notre-Dame-du-Très-Saint-Rosaire, dans le comté d'Arthabaska, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir :

Le territoire détaché de la paroisse de Sainte-Anne-du-Sault, comté d'Arthabaska, pour être annexé à celle de Notre-Dame-du-Très-Saint-Rosaire, dans le même comté, comprend les numéros 265 et 321, du cadastre officiel du canton Bulstrode, comté d'Arthabaska, étant le lot numéro dix-huit (18), de la subdivision primitive de chacun des cinquième et sixième rangs du dit canton ; et est borné au nord par la ligne qui divise le quatrième rang du cinquième rang, au sud par la ligne qui divise le sixième rang du septième rang, à l'est par les numéros deux cent soixante et six (266) et trois cent vingt (320), du dit cadastre officiel, et à l'ouest par les numéros deux cent soixante et quatre (264) et trois cent vingt-deux (322) du même cadastre, couvrant une superficie de quatre cent treize acres, trois roods et une perche.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la partie de la paroisse de Sainte-Anne-du-Sault ci-dessus décrites, qui sera et demeurera détachée de la dite paroisse de Sainte-Anne-du-Sault, et annexée à la paroisse de Notre-Dame-du-Très-Saint-Rosaire.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la dite partie de la paroisse de Sainte-Anne-du-Sault, ci-dessus décrite, sera détachée de la dite paroisse de Sainte-Anne-du-Sault, et sera et demeurera annexée à la dite paroisse de Notre-Dame-du-Très-Saint-Rosaire.

Et par les présentes, Nous décrétons qu'à l'avenir la dite partie de la dite paroisse de Sainte-Anne-du-Sault, fera partie de la dite paroisse de Notre-Dame-du-Très-Saint-Rosaire, pour toutes les fins civiles, en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable Sir LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUATORZIEME jour du mois de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

1201

ADÉLARD TURGEON,  
Secrétaire de la province.

Canada,  
Province de }  
Québec. }  
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

ceedings, by which they describe and declare the limits and boundaries of that certain part of the parish of Sainte-Anne-du-Sault, in the county of Arthabaska, in the said Roman Catholic Diocese of Nicolet, which they think most expedient to be detached from the said parish of Sainte-Anne-du-Sault and to be annexed to the parish of Notre-Dame-du-Très-Saint-Rosaire, in the county of Arthabaska, in the Diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

The territory detached from the parish of Sainte-Anne-du-Sault, county of Arthabaska, to be annexed to that of Notre-Dame-du-Très-Saint-Rosaire, in the same county, comprises members 265 and 321, of the official cadastre of the township of Bulstrode, county of Arthabaska, being lot number eighteen (18), of the primitive subdivision of each of the fifth and sixth ranges of the said township, and is bounded on the north by the line which divides the fourth range from the fifth range, on the south by the line which divides the sixth range from the seventh range, on the east by numbers two hundred and sixty-six (266) and three hundred and twenty (320), of the said official cadastre, and on the west by numbers two hundred and sixty-four (264) and three hundred and twenty-two (322), of the same cadastre, covering an area of four hundred and thirteen roods and one perche.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of that part of the parish of Sainte-Anne-du-Sault, hereinbefore described, to be and remain detached from the said parish of Sainte-Anne-du-Sault, and to be and remain annexed to the parish of Notre-Dame-du-Très-Saint-Rosaire.

And We have ordained and declared, and by these presents do ordain and declare the said part of the parish of Sainte-Anne-du-Sault above described, to be detached from the said parish of Sainte-Anne-du-Sault, and to be and remain annexed to the said parish of Notre-Dame-du-Très-Saint-Rosaire.

And We do hereby constitute the said part of the said parish of Sainte-Anne-du-Sault, to be hereafter part of the said parish of Notre-Dame-du-Très-Saint-Rosaire, for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable Sir LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this FOURTEENTH day of the month of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, and in the second year of Our Reign.

1202

ADÉLARD TURGEON,  
Provincial secretary.

Canada,  
Province of }  
Québec. }  
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING :

## PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que M.  
*Proc.-Genl.* } C. N. Hamel,  
 secrétaire des commissaires dûment nommés pour les  
 fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts  
 Refondus de la Province de Québec, dans et pour le  
 diocèse catholique romain de Québec, dans Notre  
 Province de Québec, tel que canoniquement  
 reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a,  
 sous l'autorité des dits statuts, transmis au Lieuten-  
 ant-Gouverneur de Notre dite Province de Qué-  
 bec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à  
 son bureau aucune opposition à la reconnaissance  
 du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du  
 dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans  
 lequel sont décrites et déterminées les limites et  
 bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner  
 à la paroisse de Saint-Marc, dans le comté de  
 Portneuf, dans le diocèse susdit, comme suit,  
 savoir :

Le territoire compris entre les limites ci-dessous  
 décrites, de la paroisse de Saint-Marc, dans le  
 comté de Portneuf, district de Québec, est formé  
 de démembrements des paroisses de Saint-Alban  
 d'Alton et de Saint-Joseph de Deschambault, cou-  
 vrant une étendue d'environ trois milles et demi,  
 (3½) en superficie.

Ce territoire comprend : 1° Tout le quatrième rang  
 de la paroisse de Saint-Alban d'Alton, c'est-à-dire  
 depuis le lot numéro un (1), jusqu'au lot numéro  
 soixante-sept (67) inclusivement, du cadastre officiel  
 de cette paroisse. 2° Le lot numéro cent huit (108), du  
 même cadastre, et aussi une partie du lot numéro  
 cent neuf (109), cette partie ayant cinq (5) arpents  
 de profondeur depuis la ligne de division des 4 et  
 5e rangs sur la largeur du lot. 3° Une part idu  
 lot numéro trois cent quatre-vingt-huit (388), du  
 cadastre officiel du 3e rang de la paroisse de Saint-  
 Joseph de Deschambault, mesurant depuis la ligne  
 séparative des deux paroisses ci-dessus mention-  
 nées deux arpents et demi (2½) de profondeur, sur  
 la largeur du dit lot. 4° Les lots numéros trois  
 cent quatre-vingt-douze (392), trois cent quatre-  
 vingt-treize (393) et une partie de chacun des lots  
 numéros trois cent quatre-vingt-neuf (389) et trois  
 cent quatre-vingt-onze (391), du cadastre officiel du  
 même troisième rang de Deschambault, l'arrière-  
 ligne de ces deux parties de lots devant être tracée  
 parallèle à la limite sud-est de Saint-Alban d'Alton,  
 et à six (6) arpents de la ligne qui sépare le lot nu-  
 méro un (1) de cette dernière paroisse du lot numéro  
 trois cent quatre-vingt-treize (393), de la dite pa-  
 roisse de Deschambault. 5° Le lot numéro trois cent  
 quatre-vingt-quatorze (394) et une partie de chacun  
 des lots numéros trois cent quatre-vingt-dix-sept  
 (397) et trois cent quatre-vingt-dix-neuf (399), du  
 cadastre officiel de Deschambault, ces deux parties  
 de lots mesurant cinq (5) arpents de profondeur  
 de puis la ligne sud-est du lot numéro un (1) de  
 Saint-Alban d'Alton.

Ce territoire est borné comme suit, savoir :

Vers le nord-est, par la limite sud-ouest de la  
 paroisse de Saint-Gilbert, et partie par le lot numéro  
 cent dix, (110) du cadastre officiel de Saint-Alban  
 d'Alton, partie par les lots numéros trois cent  
 quatre-vingt-cinq (385) et trois cent quatre-vingt-  
 huit (388), du cadastre officiel de Saint-Joseph de  
 Deschambault ; vers le sud-ouest, par la limite  
 nord-est de la paroisse de Saint-Casimir, et partie  
 par le lot numéro cent six (106), du cadastre officiel  
 de Saint-Alban d'Alton et un chemin public, et  
 partie par le lot numéro quatre cent (400) du cadas-  
 tre officiel de Deschambault ; vers le sud-est, partie  
 par la ligne limitative entre le 3e rang de Descham-  
 bault et le 4e rang de Saint-Alban, et partie par le  
 lot numéro trois cent quatre-vingt-quinze (395) et  
 les résidus respectifs des lots numéros trois cent  
 quatre-vingt-huit (388), trois cent quatre-vingt-neuf  
 (389), trois cent quatre-vingt-onze (391), trois cent  
 quatre-vingt-dix-sept (397) et trois cent quatre-  
 vingt-dix-neuf (399), du cadastre officiel de la paroisse  
 de Deschambault ; vers le nord-ouest, partie par

## PROCLAMATION

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS M. C.  
*Atty. General.* } N. HAMEL, se-  
 cretary to the duly appointed commissioners for the  
 purposes of chapter first of title nine of the Revised  
 Statutes of the Province of Quebec, in and for  
 the roman catholic diocese of Quebec, in Our  
 province of Quebec, canonically acknowledged and  
 erected by the ecclesiastical authorities, has, under  
 the authority of the said statutes, transmitted to the  
 Lieutenant Governor of Our said province of Que-  
 bec, his certificate establishing that no opposition  
 has been made to the civil recognition of the  
 canonical decree of the Ecclesiastical authorities  
 together with the canonical decree, by which they  
 describe and declare the limits and boundaries  
 which they think most expedient to be assigned to  
 the parish of Saint Marc, in the county of Portneuf,  
 in the said Roman Catholic Diocese of Quebec, to  
 be as follows, that is to say :

The territory comprised within the limits herein-  
 after described, of the parish of Saint Marc, in the  
 county of Portneuf, district of Quebec, is made up  
 of dismemberments of the parishes of Saint Alban  
 d'Alton and of Saint Joseph de Deschambault,  
 covering an extent of three and a half (3½) miles in  
 area.

This territory comprises : 1o All the fourth  
 range of the parish of Saint Alban d'Alton, namely,  
 from lot number one (1) to lot number sixty-seven  
 (67) inclusively, of the official cadastre of that  
 parish. 2o Lot number one hundred and eight (108),  
 of the same cadastre, and also a part of lot number  
 one hundred and nine (109), this part having five  
 (5) arpents in depth, from the division line of the  
 4th and 5th ranges, by the width of the lot. 3o A  
 part of lot number three hundred and eighty-eight  
 (388), of the official cadastre of the 3rd range of the  
 parish of Saint Joseph de Deschambault, measuring  
 from the boundary line of the two parishes above  
 named two and a half (2½) arpents in depth, by the  
 width of the said lot. 4o Lots numbers three  
 hundred and ninety-two (392), three hundred and  
 ninety-three (393) and a part of each of the lots  
 numbers three hundred and eighty-nine (389) and  
 three hundred and ninety-one (391), of the official  
 cadastre of the same third range of Deschambault,  
 the rear line of these two parts of lots to be drawn  
 parallel to the south-east limit of Saint Alban  
 d'Alton, and at six (6) arpents from the line which  
 separates lot number one (1) of this last parish  
 from lot number three hundred and ninety-three  
 (393), of the said parish of Deschambault. 5o Lot  
 number three hundred and ninety-four (394) and a  
 part of each of the lots numbers three hundred and  
 ninety-seven (397) and three hundred and ninety-  
 nine (399) of the official cadastre of Deschambault,  
 these two parts of lots measuring five (5) arpents in  
 depth from the south east line of lot number one  
 (1) of Saint Alban d'Alton.

This territory is bounded as follows, namely :

Bounded on the north east by the south west  
 limit of the parish of Saint Gilbert, and partly by  
 lot number one hundred and ten (110), of the official  
 cadastre of Saint-Alban d'Alton, partly by lots  
 numbers three hundred and eighty-five (385) and  
 three hundred and eighty-eight (388) of the official  
 cadastre of Saint Joseph de Deschambault ; on the  
 south west and the north east limit of the parish  
 of Saint-Casimir, and partly by lot number one  
 hundred and six (106), of the official cadastre of  
 Saint Alban d'Alton and a public road, and partly  
 by lot number four hundred (400), of the official ca-  
 dastre of Deschambault ; on the south-east partly  
 by the boundary line between the 3rd range of  
 Deschambault and the 4th range of Saint Alban,  
 and partly by lot number three hundred and ninety-  
 five (395) and the respective residues of lots num-  
 bers three hundred and eighty-eight (388), three  
 hundred and eighty-nine (389), three hundred and  
 ninety-one (391), three hundred and ninety-seven  
 (397) and three hundred and ninety-nine (399), of

la ligne limitative entre les 4e et 5e rangs de Saint-Alban, et partie par le lot numéro cent-sept (107) et les résidus du lot numéro cent-neuf (109), du cadastre officiel de cette dernière paroisse.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Marc, ci-dessus décrites :

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Marc, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre province de Québec.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-HUITIÈME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

ADELARD TURGEON,

Secrétaire de la province.

1219

### Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du dix-huitième jour de mars 1902, incorporant Frank Granda, manufacturier de cigares ; Nathan Michaels, manufacturier de cigares ; Morris Michaels, marchand ; Abraham Michaels, marchand, tous de la dite cité de Montréal, et Charles Fox, marchand, de la cité de New-York, dans l'Etat de New-York, un des états unis d'Amérique, le dit Charles Fox, agissant par le dit Nathan Michaels, son procureur dûment autorisé en vertu d'une procuration dûment faite dans la cité de New-York, le 21 février 1902, dans les buts suivants, savoir :

Prendre et continuer comme une affaire en opération les affaires maintenant faites, dans la cité de Montréal, sous le nom de "Granda Hermanos Y Ca", comme manufacturier de cigares ; de faire les affaires de manufacturiers, importateurs et marchands de tabac, cigares, cigarettes et toutes choses y ayant rapport ; d'acquérir d'autres manufactures ou affaires de même nature et stock dans d'autres corporations, et en général d'agir comme marchands et agents à commission, sous le nom de "Granda Hermanos Y Ca", avec un fonds social de cent mille piastres (\$100,000.00) divisé en mille actions (1000) de cent piastres (\$100.10) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dix-neuvième jour de mars 1902.

ADELARD TURGEON,

Secrétaire de la province.

1221

the official cadastre of the parish of Deschambault, on the north west, partly by the boundary line between the 4th and 5th ranges of Saint Alban, and partly by lot number one hundred and seven (107) and the residue of lot number one hundred and nine (109), of the official cadastre of this latter parish.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint Marc aforesaid.

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint Marc, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec,

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this EIGHTEENTH day of MARCH, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and two, and in the second year Our Reign.

By command,

ADELARD TURGEON,

Provincial Secretary.

1220

### Government Notice

Public notice is hereby given that, under "the Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1902, incorporating, Frank Granda, cigar manufacturer ; Nathan Michaels, cigar manufacturer ; Morris Michaels, merchant ; Abraham Michaels, merchant, all of the said city of Montreal, and Charles Fox, merchant, of the city of New York, in the state of New York, one of the united states of America, the said Charles Fox, acting by the said Nathan Michaels, his duly authorized attorney under power of attorney duly executed at the city of New-York, on the 21st February, 1902, for the following purposes, viz :

To take over and continue as a going concern the business at present carried on, at the city of Montreal, by the firm of "Granda Hermanos Y Ca", as cigar manufacturer, to carry on the business of manufacturers, importers and dealers in tabaccos, cigars, cigarettes and all things incidental thereto ; to acquire other factories or concerns of a like nature and stocks in other corporations, and generally to act as merchants and commission agents, under the name of "Granda Hermanos Y Ca", with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00) divided into one thousand shares (1000) of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this nineteenth day of March, 1902.

ADELARD TURGEON,

Provincial Secretary.

1222

## AVIS

## DANS LA COUR DE L'ECHIQUIER DU CANADA

Des séances spéciales de la cour de l'Echiquier du Canada pour l'instruction de causes, etc., auront lieu aux temps et endroits suivants, pourvu que quelque cause ou affaire soit entrée pour instruction et inscrite pour audition au bureau du registraire de la cour, à Ottawa, au moins dix jours avant le jour fixé pour telle séance ; et si aucune cause ou affaire est ainsi entrée ou inscrite pour aucune telle séance, alors la dite séance n'aura pas lieu, à savoir :

Au palais de justice, dans la cité de Montréal, P. Q., commençant mardi, le 6e jour de mai A. D., 1902, à 11 heures a. m.

Au palais de justice, dans la cité de Québec, P. Q., commençant mardi, le 13e jour de mai A. D., 1902, à 11 heures a. m.

Par ordre,

L. A. AUDETTE,

Régistraire.

1065

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 15 février 1902.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, par Robert Bennett Hutcheson, écuyer, notaire public, de la ville de Westmount, et pratiquant en la cité de Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index du notaire John Helder Isaacson, en son vivant notaire public, pratiquant en la cité de Montréal, en vertu des dispositions du code du notariat. Article 3685 des S. R. P. Q.

ADELARD TURGEON,

Secrétaire de la province.

797-5

## EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

## Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district

## NOTICE

## IN THE EXCHEQUER COURT OF CANADA

Special sittings of the Exchequer Court of Canada, for the trial of cases, &c., will be holden at the following times and places, provided that some case or matter is entered for trial or set down for hearing at the office of the registrar of the court, at Ottawa, at least ten days before the day appointed for such sitting ; and if no case or matter is so entered or set down for either of such sittings, then the same shall not be holden, viz :

At the court house, in the city of Montreal, P. Q., commencing on Tuesday, the 6th day of May A. D., 1902, at 11 A. M.

At the court house, in the city of Quebec, P. Q., commencing on Tuesday, the 13th day of May A. D., 1902, at 11 A. M.

By order,

L. A. AUDETTE,

Registrar.

1066

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 15th February, 1902.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by Robert Bennett Hutcheson, esquire, notary public, of the town of Westmount, and practising in the city and district of Montreal, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of John Helder Isaacson, in his lifetime notary public, practising in the city of Montreal, in virtue of the provisions of the notarial code. Article 3685 R. S. P. Q.

ADELARD TURGEON,

Provincial secretary.

798

## EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

## Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the

auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, doivent en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation deront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill, tel qu'amendé; Et de plus aucune de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des Clerks en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et on sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts. On dépose le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

in french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in French, and one hundred copies in the English language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

## Bills privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un navire, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélevement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le rearpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,—doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches—l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires—et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cin-

## LEGISLATIVE ASSEMBLY.

## Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of Bridge; the making of a Railway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Feiry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected and in default of either or a newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in the case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

In the case of an intended application Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, any person or persons intending to petition the Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing

quante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit en être annexé.

Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause ou statut général que l'on désire éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés.

Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

Lorsque les bills privés sont introduits dans but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

When any bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bill Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway-turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed hereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."



## Avis Divers

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour supérieure.*  
No 1516

Madame Marie Louise Trouillet, du village de Chambly Canton, dans le district de Montréal, épouse de Napoléon Racicot, journalier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit Napoléon Racicot, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

RAINVILLE, ARCHAMBEAULT,  
GERVAIS & RAINVILLE,  
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 17 janvier 1902. 1199

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 2693.

Dame Amelia Delage, épouse de Henri Mathieu, marchand, de la cité de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs.

Henri Mathieu, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour.

P. A. BOUDREAULT,  
Procureur de la demanderesse.

1560, rue Notre-Dame.  
Montréal, 13 mars 1902. 1193

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No 1652.

Dame Marie Mahaire, épouse de Arthur Vaillancourt, marchand, de la cité de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit Arthur Vaillancourt, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

P. A. BOUDREAULT,  
Procureur de la demanderesse.

1560, rue Notre-Dame.  
Montréal, 14 mars 1902. 1191

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 185.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par Dame Elisa Dulpé, dûment autorisée aux fins des présentes, contre son époux, Christophe Collette, fils, commerçant, tous deux de la paroisse de Saint-Antoine, dans le district de Richelieu.

CHARLES AUGUSTE ARCHAMBAULT,  
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 3 mars 1902. 1023.3

Province de Québec, }  
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*  
No 2630.

Dame Hermine Martin dit Versailles, des cités et district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Monette, boucher, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit Louis Monette, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée par la demanderesse contre le défendeur.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,  
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 7 mars 1902. 1127.2

## Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1516.

Dame Marie Louise Trouillet, of the village of Chambly Canton, in the district of Montreal, wife of Napoléon Racicot, laborer, of the same place, duly authorized to ester en justice,  
Plaintiff ;

vs.

The said Napoléon Racicot, Défendeur.  
An action in separation as to property has been instituted in this cause, this day, by the plaintiff against said defendant.

RAINVILLE, ARCHAMBEAULT,  
GERVAIS & RAINVILLE,  
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 17th January, 1902. 1200

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*  
No. 2693.

Dame Amelia Delage, of the city of Montreal, wife of Henri Mathieu, trader, duly authorized to ester en justice,  
Plaintiff ;

vs.

Henri Mathieu, Défendeur.  
An action in separation as to property has been, this day, instituted.

P. A. BOUDREAULT,  
Attorney for plaintiff.

1560, Notre Dame street.  
Montreal, 13th March, 1902. 1294

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1652.

Dame Marie Mahaire, of the city of Montreal, wife of Arthur Vaillancourt, trader, duly authorized to ester en justice,  
Plaintiff ;

vs.

The said Arthur Vaillancourt, Défendeur.  
An action in separation as to property has been, this day, instituted against the defendant.

P. A. BOUDREAULT,  
Attorney for plaintiff.

1560, Notre Dame street.  
Montreal, 14th March, 1902. 1192

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 185.

An action in separation as to property has, day, been instituted by Dame Elisa Dulpé, duly authorized for the purpose hereof, against her husband, Christophe Collette, junior, trader, both of the parish of Saint Antoine, district of Richelieu.

CHARLES AUGUSTE ARCHAMBAULT,  
Attorney for the plaintiff.

Montreal, 3rd March, 1902. 1024

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No 2630.

Dame Hermine Martin dit Versailles, of the city and district of Montreal, wife commune en biens of Louis Monette, butcher, of the same place, duly authorized for the purpose hereof,  
Plaintiff ;

vs.

The said Louis Monette, Défendeur.  
An action in separation as to property has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,  
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 7th March 1902. 1128

Dame Marie Alphonsine *alias* Marie Simard, donne avis qu'elle a, ce jour, pris à la cour supérieure pour le district de Chicoutimi, une action en séparation de biens d'avec son mari, Pierre *alias* Pitre Martel, marchand, du village de Roberval, le 8 mars 1902.

1133.2 L. A. LANGLAIS,  
Procureur de la demanderesse.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 855.

Dame Emma Savage, de la paroisse de Saint-Martin, district de Montréal, épouse de J. Pierre Marchildon, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

PICHÉ & CORDEAU,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 17 février 1902. 1025.3

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 186.

Clodomire Vézina, de Montréal, épouse commune en biens d'Ovila Charette, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Ovila Charette, menuisier, de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens est instituée en cette cause.

LOUIS MASSON,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 8 mars 1902. 1099.2

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Kamouraska. }  
No 2933.

Dame Clarisse Tremblay, épouse de Joseph Arthur Montreuil, commerçant, de la ville de Fraserville, a pris, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

GUST. J. CHAGNON,  
Avocat de la dite Dame Tremblay.  
Fraserville, 3 mars 1902. 1037-3

Province de Québec, }  
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*

Dame Sophronie Delorme, du village de Granby, dit district, épouse de Jérémie Bachand, fils, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Jérémie Bachand, fils, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 19 février 1902.

M. MAILHOT,  
Avocat de la demanderesse.  
Sweetsburg, 19 février 1902. 913-4

Province de Québec, }  
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*  
No 3316.

Dame Amélia Groleau, de Saint Honoré de Shenley, épouse de Arthur Demers, industriel, domicilié dans la dite paroisse de Saint-Honoré de Shenley, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Arthur Demers, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 30 janvier 1902.

VIDAL & MARTINEAU,  
Procureurs de la demanderesse.  
Saint-Joseph Beauce, 10 février 1902. 801.5

Dame Marie Alphonsine *alias* Marie Simard, gives notice that she has, this day, in the superior court for the district of Chicoutimi, instituted an action for separation of property from her husband, Pierre *alias* Pitre Martel, merchant, of the village of Roberval, on the 8th of March, 1902.

1134 L. A. LANGLAIS,  
Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 855.

Dame Emma Savage, of the parish of Saint Martin, district of Montreal, wife of J. Pierre Marchildon, of the same place, has, this day, instituted an action for separation of property against her said husband.

PICHÉ & CORDEAU,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 17th February, 1902. 1026

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 186.

Clodomire Vezina, of Montreal, wife common as to property of Ovila Charette, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

Ovila Charette, joiner, of Montreal, Defendant.

An action for separation of property is instituted in this cause.

LOUIS MASSON,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 8th March, 1902. 1100

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Kamouraska. }  
No. 2933.

Dame Clarisse Tremblay, wife of Joseph Arthur Montreuil, trader, of the town of Fraserville, has, this day, taken an action in separation as to property against her said husband.

GUST. J. CHAGNON,  
Attorney for said Dame Tr  
Fraserville, 3rd March, 1902. 1038

Province of Quebec, }  
District of Bedford. } *Superior Court.*

Dame Sophronie Delorme, of the village of Granby, said district, wife of Jeremi Bachand, junior, of the same place, trader, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Jeremi Bachand, junior, Défendeur.

An action in separation of property has been instituted the 19th of February instant.

M. MAILHOT,  
Attorney for plaintiff.  
Sweetsburg, 19th February, 1902. 914

Province of Quebec, }  
District of Beauce. } *Superior Court.*  
No. 3316.

Dame Amélia Groleau, of Saint Honoré de Shenley, wife of Arthur Demers, artisan, domiciled in the said parish of Saint Honoré de Shenley, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

The said Arthur Demers, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause, on the 30th of January, 1902.

VIDAL & MARTINEAU,  
Attorneys for plaintiff.  
Saint Joseph Beauce, 10th February, 1902. 802

## Cour Supérieure.—District de Québec.

No 91.

Dame Victoria Desroches, dûment autorisée, de Québec, a pris ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Gustave Haynes, du même lieu, police secrète.

HUBERT CIMON,

Procureur de la demanderesse.

Québec, 12 mars 1902.

1165.2

Avis est donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation, par lettres patentes, sous le grand Sceau.

1° Le nom corporatif de la compagnie proposée, sera "La Compagnie à bois Jacques-Cartier."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont : d'acquérir, louer, vendre, posséder et retenir par tous titres légaux, des biens meubles et immeubles, terres, limites à bois, pouvoirs d'eau, moulins à scie, fabriques de pulpe et papier, aqueducs, pouvoirs électriques, tramways électriques et autres privilèges et améliorations qui peuvent être nécessaires ou utiles pour le commerce de la compagnie, faire et conduire ses affaires générales comme entrepreneur et commerçant de tous genres.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera à Québec.

4° Le fonds social sera de cent quatre-vingt-dix mille (\$190,000.00) piastres, divisé en cent quatre-vingt-dix (190) actions, de cent (\$100.00) piastres chacune.

5° Les requérants sont : Joseph Hercule Dansereau, marchand de bois, et Dame Marie Rachel Chagnon, tous deux de Verchères ; Louis Philorum Lazure, marchand général, Dame Marie Olivine Chagnon, et Pierre Napoléon Lazure, cultivateur, ces trois derniers de Saint-Rémi.

6° Les dits Joseph Hercule Dansereau, Louis Philorum Lazure et Pierre Napoléon Lazure, tous sujets de Sa Majesté et résidant en Canada, seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

JOS.-E. DUHAMEL, N. P.,

Pour les requérants.

Daté à Québec, ce douzième jour de mars mil neuf cent deux.

1205

Avis est donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation, par lettres patentes, sous le grand Sceau.

1° Le nom corporatif de la compagnie proposée sera "La Compagnie limitée L. P. Lazure."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont : d'acquérir, de prendre possession et de continuer comme entreprise en exploitation les affaires actuellement conduites à Saint-Rémi par L. P. Lazure, comme commerçant général et propriétaire de magasin à départements, d'acquérir, vendre et louer les meubles et immeubles et manufactures qui seront jugés utiles au commerce de la dite compagnie, de mettre les dites affaires en opération et de faire toutes autres choses du genre de celles-ci.

3° Le siège principal de la dite compagnie sera à Saint-Rémi, dite province de Québec.

4° Le fonds social sera de quatre-vingt-dix mille (\$90,000.00) piastres, divisé en quatre-vingt-dix (90) actions de cent (\$100.00) chacune.

5° Les requérants sont : Louis Philorum Lazure, marchand, Louis Moïse Cornéillier, Jean Chagnon et Hilaire Lamarre, commis, tous de Saint-Rémi susdit, et Joseph Théodule Poirier, marchand, de la cité de Montréal.

6° Les requérants, tous sujets de Sa Majesté et résidant en Canada, seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

JOS.-E. DUHAMEL, N. P.,

Pour les requérants.

Daté à Québec, ce douzième jour de mars mil neuf cent deux.

1203

## Superior Court—District of Quebec.

No. 91.

Dame Victoria Desroches, duly authorized, of Quebec, has, this day, taken an action for separation of property against her husband, Gustave Haynes, of the same place, detective.

HUBERT CIMON,

Attorney for plaintiff.

Quebec, 12th, March 1902.

1166

Notice is hereby given that a demand will be made to the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, to obtain a charter of incorporation, by letters patent, under the great Seal :

1. The corporative name of the proposed company, shall be "La Compagnie à bois Jacques-Cartier."

2. The objects for which the incorporation is asked, are : to acquire, rent, sell, possess and retain for all legal titles, moveables and immoveables, lands, wood limits, water-powers, saw-mills, pulp and paper manufactures, water-works, electric powers, electric tramways and other privileges and improvements which may be necessary or useful for the business of the said company, do and conduct its general business as undertaker and trader of all kinds.

3. The principal place of business of the company shall be in Quebec.

4. The capital stock of the company shall be one hundred and ninety thousand (\$190,000.00) dollars, divided into one hundred and ninety (190) shares, of one hundred (\$100.00) dollars each.

5. The petitioners are : Joseph Hercule Dansereau, lumber merchant, and Dame Marie Rachel Chagnon, both of Verchères ; Louis Philorum Lazure, general merchant, Dame Marie Olivine Chagnon, and Pierre Napoléon Lazure, farmer, the last three mentioned of Saint Rémi.

6. The said Joseph Hercule Dansereau, Louis Philorum Lazure, and Pierre Napoléon Lazure, all subjects of His Majesty and residing in Canada, shall be the first directors of the said company.

JOS.-E. DUHAMEL, N. P.,

For the petitioners.

Dated at Quebec, this twelfth day of March, one thousand nine hundred and two.

1206

Notice is hereby given that a demand will be made to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, to obtain a charter of incorporation, by letters patent, under the great Seal :

1. The corporative name of the proposed company will be "La Compagnie limitée L. P. Lazure."

2. The objects for which the incorporation is asked, are : to acquire, to take possession and to continue the business actually conducted at Saint Rémi by L. P. Lazure, as general merchant and proprietor of departmental store, to acquire, sell and rent moveables and immoveables and the manufactures which will be deemed necessary for the business of the said company, to put the said business in operation and to do all other affairs appertaining to the said business.

3. The principal place of business of the said company shall be at Saint Rémi, in said province of Quebec.

4. The capital stock of the company shall be ninety thousand dollars (\$90,000.00), divided into ninety (90) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

5. The petitioners are : Louis Philorum Lazure, merchant, Louis Moïse Cornéillier, Jean Chagnon and Hilaire Lamarre, clerks, all of Saint Rémi aforesaid, and Joseph Théodule Poirier, merchant, of the city of Montreal.

6. The petitioners, all subjects of His Majesty and residing in Canada, shall be the first directors of the said company.

JOS.-E. DUHAMEL, N. P.,

For the petitioners.

Dated at Quebec, this twelfth day of March, one thousand nine hundred and two.

1204

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Eagle Electric Light Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est : d'acquérir, posséder, mettre en opération, louer, fournir, vendre et autrement employer l'eau, l'électricité, la vapeur et autre pouvoir pour les fins d'éclairage, de chauffage et de pouvoirs moteurs, et de louer de "The Labrador Electric and Pulp Company" le pouvoir suffisant pour les fins de cette compagnie, et aussi aucun des droits et privilèges que cette compagnie a acquis par sa charte.

3° La place d'affaires de la dite compagnie sera spécialement dans les comtés de Charlevoix et de Montmorency.

4° Le principal bureau de la compagnie sera dans la cité de Montréal, district de Montréal et province de Québec.

5° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de \$25,000.00.

6° Le nombre d'actions sera de deux cents, et le montant de chaque action sera de cent piastres.

7° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Rodolphe Forget, courtier ; Charles Archer, avocat ; Rolland Préfontaine, électricien ; Joseph L. Perron, avocat ; Joseph Avila Thivierge, comptable, tous de la cité de Montréal.

8° Les requérants ci-dessus nommés seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie, lesquels sont tous résidents en Canada et sujets de Sa Majesté le Roi.

ARCHER & PERRON,

Procureurs des requérants.

Montréal, 27 février 1902.

1001.3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation en vertu des dispositions de la Loi Corporative des compagnies à fonds social de la province de Québec.

1° Le nom de la compagnie sera "The T. F. Moore Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) D'acheter et vendre du bois, charbon, coke, foin, grain et aliment de toutes sortes.

(b) De faire en général les affaires d'entrepreneur, de drayeur et charroyeur.

3° Le principal bureau de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de dix mille piastres (\$10,000.00).

5° Le nombre d'actions sera de cent, de \$100.00 chacune.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit : Charles Francis Moore, marchand ; Robert Alfred Ernest Greenshields, avocat ; Arnold Wainwright, étudiant ; Holsey Lorne Mitchell, commis, et Alexander Wardroppe Greenshields Macalister, avocat, tous des cités et district de Montréal, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS  
& HENEKER,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 6 mars 1902.

1081.3

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in council, for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the "The Joint Stock Companies Incorporation Act," incorporating the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is the "Eagle Electric Light Company."

2. The object for which incorporation is sought is to acquire, possess, operate, lease, furnish, sell and otherwise use water, electric, steam and other power for lighting and eating purposes and motive powers, and to lease and rent from The Labrador Electric and Pulp Company sufficient power for the purposes of this company, and also any of the rights and privileges that company has acquired by its charter.

3. The said company will carry on business specially in the county of Charlevoix and the county of Montmorency.

4. The head office of the company will be in the city of Montreal, district of Montreal, and province of Quebec.

5. The amount of capital stock of the said company will be \$25,000.00.

6. The number of shares will be two hundred, and the amount of each share will be of one hundred dollars.

7. The names in full, address and calling of each of the applicants are as follows : Rodolphe Forget, broker ; Charles Archer, advocate ; Rolland Préfontaine, electrician ; Joseph L. Perron, advocate ; Joseph Avila Thivierge, accountant, all of the city of Montreal.

8. That the above applicants are to be the first or provisional directors of the company and all reside in Canada and are subjects of His Majesty the King.

ARCHER & PERRON,

Attorneys for applicants.

Montreal, 27th February, 1902.

1002

Public notice is hereby given that within one month after the last publication hereof in the *Quebec official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the Lieutenant-Governor in council for the province of Quebec, for the granting of a charter of incorporation under the provisions of the Joint Stock Companies Act, for the province of Quebec.

1. The name of the company is to be "The T. F. Moore Company."

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To buy and sell wood, coal, coke, hay, grain and feed of all kinds.

(b) To do a general contracting, dredging and cartage business.

3. The head office of the said company shall be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company is to be ten thousand dollars (\$10,000.00).

5. The number of shares is to be one hundred, of the par value \$100.00 each.

6. The name in full and the address and calling of each of the applicants, are as follows : Charles Francis Moore, marchand ; Robert Alfred Ernest Greenshields, advocate ; Arnold Wainwright, student ; Holsey Lorne Mitchell, clerk, and Alexander Wardroppe Greenshields Macalister, advocate, all of the city and district of Montreal, who shall be the first or provisional directors of the said company.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS  
& HENEKER,

Solicitors for applicants.

Montreal, 6th March, 1902.

1082

Avis est par les présentes donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour la province de Québec, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, et ses amendements, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, incorporant les requérants ci-après nommés et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

Premièrement.—Le nom collectif de la compagnie proposée sera "The Charles A. Bull Produce Company."

Deuxièmement.—L'objet pour lequel l'incorporation est demandée, est d'acheter et vendre du beurre, du fromage, des œufs et produits agricoles en général.

Troisièmement.—La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

Quatrièmement.—Le fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres.

Cinquièmement.—Le nombre d'actions sera de cinq cents, et le montant de chaque action sera de cent piastres.

Sixièmement.—Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Charles Irving Knight, de Hatley Est, province de Québec, marchand général ; Aaron Bull, de Farnham Est, dans la province de Québec, gentilhomme ; Charles Albert Bull, de la cité de Montréal, marchand de produits ; Demoiselle Annie Allison Horrigan, de la cité de Portland, Angleterre, fille majeure ; Roswell Corse Fisher, de la cité de Montréal, gentilhomme ; Horace H. Bailey, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, commis. Les trois premiers ci-dessus nommés seront les premiers directeurs de la dite compagnie. Tous les dits directeurs sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

DAVIDSON & RITCHIE,

Procureurs des requérants.

Montréal, 26 février 1902.

945-4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie proposée sera "The Quebec Opera House Company, Limited."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de construire, posséder, mettre en opération et maintenir un opéra dans la cité de Québec, le louer à prix fixe ou pour un pourcentage des profits, ou autrement, avec pleins droits de tenir des divertissements de toute sorte, opéras, théâtres, jeux, concerts, lectures, assemblées, etc., etc. ; construire, posséder, meubler, mettre en opération, maintenir, conduire ou louer un restaurant et toutes affaires y ayant rapport, y compris le droit de vendre des liqueurs sous licence ; aussi le droit d'acheter, vendre ou louer la propriété qui peut ai-après être requise pour autres restaurants ou affaires en rapport avec le dit restaurant ou opéra.

3° Le principal bureau de la dite compagnie sera dans la cité de Québec, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de \$100,000.

5° Le nombre d'actions sera de mille de la valeur au pair de \$100.00, divisé comme suit : 750 actions de 6% de stock préférentiel cumulé, et 250 actions de stock ordinaire.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Honorable John Sharples, marchand ; Honorable Némèse Garneau, marchand ; Victor Châteauevert, marchand ; Harold

Notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, an application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in council, for the province of Quebec, under the "Joint Stock Companies' Act and amendments" thereto, for a charter of incorporation by letters patent, to incorporate the applicants hereinafter named and such other persons as may become shareholders in the proposed company, under the name and for the purposes mentioned.

First.—The corporate name of the proposed company is "The Charles A. Bull Produce Company."

Second.—The object for which the incorporation is sought, is the purchase and sale of butter, cheese, eggs and general agricultural produce.

Third.—The chief place of business of the said company is the city of Montreal.

Fourth.—The capital stock of the said company is fifty thousand dollars.

Fifth.—The number of shares is five hundred, and the amount of each share is one hundred dollars.

Sixth.—The names in full and the address and callings of the applicants are as follows : Charles Irving Knight, of East Hatley, province of Quebec, general merchant ; Aaron Bull, of East Farnham, in the province of Quebec, gentleman ; Charles Albert Bull, of the city of Montreal, produce merchant ; Miss Annie Allison Horrigan, of the city of Portland, England, spinster ; Roswell Corse Fisher, of the city of Montreal, gentleman ; Horace H. Bailey, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, clerk ; of which the first three are to be the first directors of the said company. All the said directors reside in Canada, and are subjects of His Majesty.

DAVIDSON & RITCHIE,

Attorneys for applicants.

Montreal, 26th February, 1902.

946

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of "The Joint Stock Companies' Incorporation Act," incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the proposed company is to be "The Quebec Opera House Company, Limited."

2. The purposes for which incorporation is sought are : to build, own, carry on, operate and maintain an opera house in the city of Quebec, to lease at a fixed rental, or for a percentage of the profits, or otherwise, with full rights to provide entertainments of all sorts, operas, theatricals, plays, concerts, lectures, meetings, &c., &c. ; to build, own, equip, operate, maintain, carry on or lease a restaurant and all business connected therewith, including the right to sell liquors under license ; also the right to buy, sell or lease property which may hereinafter be required for branch restaurants or business in connection with such restaurant or opera.

3. The head office of the said company will be in the city of Quebec, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock of the said company is to be \$100,000.

5. The number of shares is to be one thousand of the par value of \$100.00, divided as follows : 750 shares of 6% cumulative preference stock, and 250 shares of common stock.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Honorable John Sharples, merchant ; Honorable Némèse Garneau, merchant ; Victor Châteauevert, merchant ;

Kennedy, marchand, et George Tanguay, marchand, tous de la dite cité de Québec, lesquels sont tous résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

7 Les dits John Sharples, Némèse Garneau, Victor Châteauevert, Harold Kennedy et Georges Tanguay seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

ROY & CANNON,  
Solliciteurs des requérants.

Québec, 18 février 1902. 815-5

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom corporatif de la compagnie proposée sera : "La Compagnie Manufacturière de Montmagny."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont : l'exploitation d'une machinerie, d'une fonderie et en général la manufacture du bois, du fer et de la fonte.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie, sera en la paroisse de Saint-Thomas de Montmagny.

4° Le fonds social sera de quarante mille dollars, divisé en quatre cents parts de cent piastres chacune.

5° Les requérants sont : Victor Proteau, marchand ; Charles Eugène Létourneau, marchand ; Napoléon Létourneau, embouteilleur ; Omer Têtu, boulanger ; Elzéar Boulanger, navigateur ; Joseph Vallée, marchand ; tous de la ville de Montmagny, et Louis Coulombe, cultivateur ; A. N. Normand, industriel, de la paroisse de Saint-Thomas, et Ernest Roy, avocat, de la cité de Québec.

6° Les requérants, tous sujets de Sa Majesté, et résidant en Canada, seront les premiers directeurs de la compagnie.

ROY, BERGERON & SIMARD,  
Procureurs des requérants.

Montmagny, 26 février 1902. 955-4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la "Gazette Officielle de Québec," les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

1o Le nom proposé de la compagnie sera "Beauchemin & Fils."

2o Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont dans le but de faire des affaires comme manufacturiers d'instruments agricoles, d'engins et bouilloires, moulins, essieux pour voitures, constructeurs de vaisseaux, fondeurs, et fabricants de tous ouvrages en fer, fonte, acier, cuivre et bois, et toutes autres ouvrages ayant rapport à la mécanique.

3o La principale place d'affaires de la dite compagnie sera en la cité de Sorel, dans la province de Québec.

4o Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres

Harold Kennedy, merchant, and George Tanguay, merchant, all of the said city of Québec, all of which residents of Canada and subjects of His Majesty.

7. The said John Sharples, Némèse Garneau, Victor Châteauevert, Harold Kennedy and Georges Tanguay shall be the first or provisional directors of the said company.

ROY & CANNON,  
Solicitors for applicants.

Quebec, 18th February, 1902. 816

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the projected company, will be "La Compagnie Manufacturière de Montmagny."

2. The purposes for which its incorporation is sought are : running a factory, a foundry and a general manufacture of timber, of iron and smelting.

3. The company's chief place of business will be in the parish of Saint Thomas de Montmagny.

4. The capital stock will be forty thousand dollars, divided into four hundred shares of one hundred dollars each.

5. The petitioners are : Victor Proteau, merchant ; Charles Eugène Létourneau, merchant ; Napoléon Létourneau, bottler ; Omer Têtu, baker ; Elzéar Boulanger, mariner ; Joseph Vallée, merchant, all of the town of Montmagny, and Louis Coulombe, farmer ; A. N. Normand, manufacturer, of the parish of Saint Thomas, and Ernest Roy, advocate, of the city of Québec.

6° The petitioners, all subjects of His Majesty, and residing in Canada, will be the first directors of the company.

ROY, BERGERON & SIMARD,  
Attorneys for petitioners.

Montmagny, 26th February, 1902. 956

Notice is hereby given that within a month from the last publication of this notice in the "Quebec Official Gazette," the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for letters patent under the joint stock companies incorporation act, constituting the petitioners and all other persons who may become shareholders in the projected company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereafter set forth, to wit :

1. The proposed name of the company will be *Beauchemin & Fils*.

2. The objects for which incorporation is sought are : carrying on business as manufacturers of agricultural implements, engines and boilers, mills, carriage axles, ship builders, founders and manufacturers of all iron-work, cast-iron, steel, brass and wood, and all other business connected with machinery.

3. The chief place of business of the company, will be in the city of Sorel, in the province of Québec.

4. The amount of the capital stock of the said company will be fifty thousand dollars

\$50,000, divisé en cinq cents parts de (\$100.00) cent piastres chacune.

5o Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Philippe Beauchemin, industriel ; Alfred Beauchemin, comptable ; Victor Emmanuel Beauchemin, mécanicien ; Ovide Gauthier, menuisier ; Hormisdas Hudon Beaulieu, comptable, tous de la cité de Sorel, province de Québec, et tous sont sujets anglais.

6o Que Philippe Beauchemin, Alfred Beauchemin et Victor Emmanuel Beauchemin, trois des requérants ci-dessus nommés seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

WURTELE & LACROIX

Avocats des requérants.

Sorel, 4 mars, 1902.

1035.3

AVIS.

Avis est par le présent donné que dans les trente jours qui suivront la dernière insertion du présent avis, une demande sera faite au Lieutenant-Gouverneur en conseil de cette province, par Henry Hamilton, marchand, Napoléon Édouard Hamilton, marchand, George Hamilton, commis, tous trois de la cité de Montréal, et Henry Hamilton, jr, marchand, et Auguste Singer, comptable, ces deux derniers de la ville de Westmount, aux fins d'obtenir des lettres patentes, les incorporant comme compagnie à fonds social sous les nom et raison de "La Compagnie Hamilton (limitée)," ainsi que toutes autres personnes qui pourront à l'avenir devenir membres de la dite société.

Le but de cette société est de faire le commerce en gros et en détail de toutes les marchandises qui se vendent généralement dans les magasins à rayon (departmental store).

La place principale d'affaires sera dans la cité de Montréal, avec pouvoir d'établir des succursales dans les différentes villes de la province.

Le montant du fonds social sera de \$100,000.00 divisé en mille parts de cents piastres chacune.

Les cinq personnes ci-dessus mentionnées seront les directeurs provisoires de la dite société.

HENRY HAMILTON,

Pour les requérants.

Montréal, 13 mars 1902.

1183.2

Avis est par le présent donné que sous quatre semaines consécutives de publication de cet avis, dans la "Gazette Officielle de Québec," une demande sera faite au Lieutenant-Gouverneur pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1o Le nom collectif proposé de la compagnie sera le "Victoria Yacht Club, Limited."

2o Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

(a) Fournir des endroits de club de yacht sur le lac Dechesne ou près de la ville d'Alymer, dans la province de Québec, et préparer les dits endroits pour navigation en bateaux et en yachts et pour autres fins de la compagnie, et de fournir des pavillons, bains, salles de rafraîchissements et autres commodités y ayant rapport,

(b) Promouvoir la navigation en bateaux et en yacht et autres amusements et passe-temps aquatiques.

(\$50,000), divided into five hundred shares of one hundred dollars (100,000) each.

5. The names in full, residence and occupation of the petitioners are as follows : Philippe Beauchemin, manufacturer ; Alfred Beauchemin, accountant ; Victor Emmanuel Beauchemin, machinist ; Ovide Gauthier, cinner ; Hormisdas Hudon Beaulieu, accountant; all of the city of Sorel, province of Quebec, and all british subjects.

6. Philippe Beauchemin, Alfred Beauchemin and Victor Emmanuel Beauchemin, three of the above mentioned petitioners will be the first directors of the said company.

WURTELE & LACROIX,

Solicitors for applicants.

Sorel 4th March, 1902.

1036.

NOTICE.

Notice is hereby given that within thirty days after the last insertion of this notice, application will be made to the Lieutenant Governor in council of this province, by Henry Hamilton, merchant, Napoleon Edouard Hamilton, merchant, George Hamilton, clerk, all three of the city of Montreal, and Henry Hamilton, jr., merchant, and Auguste Singer, accountant, the two latter of the town of Westmount, for the purpose of obtaining letters patent, incorporating them as a joint stock company, by the name "La Compagnie Hamilton (limitée)," as well as any other persons who may in future become members of the said company.

The object of this company is to carry on wholesale and retail trade in all kinds of merchandize, which are sold generally in departmental stores.

Its chief place of business will be in the city of Montreal, with power to establish branches in the different towns of the province.

The amount of its capital stock will be \$100,000.00, divided into one thousand shares of one hundred dollars each.

The five persons hereinabove named will be the interim directors of the said company.

HENRY HAMILTON,

For the petitioners.

Montreal, 13th March, 1902.

1184

Notice is hereby given that after publication for four consecutive weeks of this notice, in the "Quebec Official Gazette," application will be made to the Lieutenant-Governor for a charter of incorporation by letters patent under the provisions of the joint stock companies' incorporation act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The proposed corporate name of the company is the "Victoria Yacht Club, Limited."

2. The objects for which incorporation is sought, are :

(a) To provide yacht club premises on Lake Dechesne, at or near the town of Alymer, in the province of Quebec, and lay out such premises for boating, yachting and other purposes of the company, and to provide pavillions, lavatories, refreshment rooms and other conveniences in connections therewith.

(b) To promote boating and yachting and other aquatic sports and pastimes.

(c) Tenir et préparer des courses en bateau et en yacht et concours, et offrir et donner des prix, récompenses et distinctions ou y contribuer.

(d) Souscrire, devenir membre et coopérer avec toute autre association, soit incorporée ou non, dont les objets sont tous ou en partie semblables à ceux de cette compagnie.

(e) Acheter, vendre et faire le commerce de toute sorte d'appareils et de toute sorte de provisions, liquides et solides, requises par les personnes fréquentant les endroits de la compagnie.

(f) Acheter, louer ou acquérir autrement toutes terres, bâtisses, servitudes, propriétés, meubles et immeubles qui peuvent être requises pour les fins de la compagnie ou capables d'être employés convenablement en rapport avec aucun des objets d'icelle.

(g) Prélever de l'argent par souscription, et accorder tous les droits et privilèges aux souscripteurs.

3o La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la ville d'Aylmer, dans la province de Québec.

4o Le fonds social proposé sera de dix mille piastres.

5o Le nombre d'actions sera de mille, et le montant de chaque action sera de dix piastres.

6o Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Robert Hughes Conroy, du dit village de Aylmer, propriétaire de moulin ; Alexander Harvey Taylor, estimateur de douanes ; James Evans Grant, marchand de quincaillerie ; William Alfred Grant, marchand de quincaillerie, et Edward Albert Olver, garde-magasin, tous de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

CODE & BURRITT,

Solliciteurs des requérants.

Daté ce 10e jour de mars 1902.

1131

ERECTION CIVILE d'une partie du territoire de la paroisse du Saint-Enfant Jésus de Montréal, comté d'Hochelaga, en paroisse distincte sous le titre de Saint-Viateur d'Outremont.

Attendu que par l'article No 3391 des Statuts refondus de la province de Québec, il est statué que chaque paroisse érigée ou qui le sera à l'avenir pour des fins religieuses par l'autorité ecclésiastique, dans les limites de la paroisse de l'ancien territoire de Notre-Dame de Montréal, déjà démembrée et reconnue civilement, est et sera une paroisse catholique à dater de l'insertion dans la "Gazette Officielle de Québec," d'un avis de l'émission du décret canonique qui l'a érigée ou qui l'érigera, et cela aussi amplement que si telle paroisse eut été reconnue et ratifiée pour les fins civiles en vertu du présent chapitre 50 Victoria, ch. 24, s. 1. (art. 3391 des Statuts refondus de la province de Québec.)

Nous avons érigé, et par les présentes nous érigeons en titre de cure et de paroisse, sous l'invocation de Saint-Viateur, confesseur, dont la fête se célèbre le 21 octobre, tout le territoire compris dans les limites actuelles de la ville d'Outremont. (Voir la "Gazette Officielle" de Québec du 23

(c) To hold and arrange boating and yachting races and competitions, and offer and grant or contribute towards the provision of prizes, awards and distinctions.

(d) To subscribe to, become a member of, and co-operate with any other association, whether incorporated or not, whose objects are altogether or in part similar to those of this company.

(e) To buy, sell and deal in all kinds of apparatus and all kinds of provisions, liquid and solid, required by persons frequenting the company's premises.

(f) To purchase, take or lease, or otherwise acquire any lands, buildings, easements, property, real and personal, which may be requisite for the purposes of, or capable of being conveniently used in connection with any of the objects of the company.

(g) To raise money by subscriptions, and to grant any rights and privileges to subscribers.

3. The chief place of business of the said company is to be the town of Aylmer, in the province of Quebec.

4. The intended capital stock is ten thousand dollars.

5. The number of shares is to be one thousand, and the amount of each share is to be of the value of ten dollars.

6. The names in full, and the address and calling of each of the applicants are as follows: Robert Hughes Conroy, of said village of Aylmer, mill owner; Alexander Harvey Taylor, customs appraiser; James Evans Grant, hardware merchant; William Alfred Grant, hardware merchant, and Edward Albert Olver, warehouseman, all of the city of Ottawa, in the province of Ontario, all of whom are to be the first or provisional directors of the said company.

CODE & BURRITT,

Solicitors for appellants.

Dated this 10th day of March, 1902.

1132

CIVIL ERECTION of a part of the territory of the parishes of Le Saint-Enfant Jésus de Montréal, county of Hochelaga, into a distinct parish by the name of Saint-Viateur d'Outremont.

Whereas by article 3391 of the revised statutes of the province of Quebec, it is enacted that every parish erected or which may hereafter be erected, for religious purposes by ecclesiastical authorities, within the limits of the parishes of the old territory of Notre-Dame de Montréal, already dismembered and civilly recognized, is and shall be a roman catholic parish, from and after the insertion in the "Quebec Official Gazette," of a notice of the issue of the canonical decree which erected or shall erect the same, and that as fully as if such parish had been recognized and ratified for civil purposes in virtue of the present chapter 50 Vict., ch. 24, s. 1. (article 3391 of the said revised statutes of the province of Quebec.)

We have erected, and do hereby erect into a cure and parish, under the title of Saint Viateur, confessor, whose feast is celebrated on the 21st of October, all that territory comprised within the actual limits of the town of Outremont. (Vide "The Quebec Official Gazette" of the 23rd of February,



février 1875, et 58 Victoria, 12 janvier 1895.)

Pour être les dites cure et paroisse de Saint-Viateur entièrement sous notre juridiction spirituelle, à la charge par les curés ou les desservants, qui y seront établis par nous ou par nos successeurs, de se conformer en tout aux règles de discipline ecclésiastique établies dans le diocèse, spécialement d'administrer les sacrements, la parole de Dieu, et les autres secours de la religion aux fidèles de la dite paroisse, enjoignant à ceux-ci de payer les dîmes et oblations telles qu'usitées et autorisées dans ce diocèse, et de leur porter respect et obéissance dans toutes les choses qui appartiennent à la religion, et qui intéressent leur salut éternel.

Donné à Montréal, en notre palais archiepiscopal, le 28 février mil neuf cent deux, sous notre seing, le sceau de nos armes et le contre-seing de notre vice-chancelier.

✦ PAUL, arch. de Montréal.

Par ordre de Monseigneur.

L. CALLAGHAN, ptre,  
Vice-chancelier.

Ce décret a été dûment publié au prône de la messe paroissiale de la dite paroisse ci-haut mentionnée les dimanches deux mars et neuf mars mil neuf cent deux, et une copie a été insérée aux registres des dites paroisses avec certificat de sa publication.

C. DUCHARME, ptre, C. S. V.  
Provincial.

Témoins : LOUIS BEAUBIEN,  
JOS. PIERRE LEVESQUE.

Outremont, le 10 mars 1902.

Copie certifiée conforme à l'original.

J. S. FOUCHER, ptre C. S. V.  
Secrétaire.

Outremont, le 10 mars 1902

Ville Saint-Louis, 9 mars 1902.

Par les présentes, je soussigné, certifie avoir, les dimanches deuxième et neuvième jours du mois de mars courant, publié au prône de notre messe paroissiale le décret canonique érigeant la ville d'Outremont en paroisse distincte et détachée de celle du Saint-Enfant Jésus de Montréal.

En foi de quoi

G. M. LePAILLEUR,

1125 Prêtre, curé.  
Saint-Enfant Jésus de Montréal.

Avis est par le présent donné que Dame Ada L. Whyman, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, épouse séparée quant aux biens de Robert P. Gilmour, commerçant, du même lieu, et dûment autorisée par son dit époux, présentera le 28 avril 1902, à dix heures de l'avant-midi, ou aussitôt que conseil pourra être entendu, à la cour supérieure, siégeant dans et pour le district d'Ottawa, au palais de justice, en la cité de Hull, une requête aux fins d'obtenir une ordonnance enjoignant au registrateur de la division d'enregistrement de Labelle, d'enregistrer :

1o. Promesse de vente, Beaudin, notaire,

2

1875, and the Statute 58 Victoria, 12th January 1895.)

The said "cure" and parish of Saint Viateur to be entirely under our spiritual jurisdiction, and the "curés" or priests administering the same, to be established there by us or by our successors, shall comply in all respects with the rules of ecclesiastical discipline established in this diocese, especially to administer the sacraments, the word of God and the other helps of religion to the faithful of the said parish, enjoining upon the latter to pay the tithes and offerings such as customary and authorized in this diocese, and to pay them respect and obedience in all matters relating to religion and concerning their eternal salvation.

Given at Montreal, in our archiepiscopal palace, on the 28th February, one thousand nine hundred and two, under our signature, the seal of our arms and the counter-seal of our vice-chancellor.

✦ PAUL, Ach. of Montreal.

By order of His Grace.

L. CALLAGHAN, priest,  
Vice-chancellor.

This decree has been duly published at the "prone" of the parochial mass of the said parishes herein above mentioned, on the sundays, of the second of March, one thousand nine hundred and two, and a copy of it has been inscribed in the registers of the said parishes with a certificate of its publication.

C. DUCHARME, priest, C. S. V.  
Provincial.

Witnesses : LOUIS BEAUBIEN,  
JOS. PIERRE LEVESQUE.

Outremont, 10th March, 1902.

Copy certified conformable to the original.  
J. S. FOUCHER, priest, C. S. V.

Secretary.

Outremont, 10th March, 1902.

Town of Saint-Louis, 9th March, 1902.

I, the undersigned, hereby certify that I have, on the sundays of the second and ninth days of March instant, published at the "prone" of our parish mass, the canonical decree erecting the town of Outremont into a distinct parish and detached from that of Le Saint-Enfant Jésus de Montréal.

In testimony whereof,

G. M. LePAILLEUR,

1126 Parish priest.  
Saint-Enfant Jésus de Montréal.

Notice is hereby given that Dame Ada L. Whyman, wife separated as to property of Robert P. Gilmour, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, trader, and by him duly authorized for the purposes hereof, will, on the 28th April, 1902, at 10 o'clock in the forenoon, or so soon thereafter as counsel can be heard, present to the superior court, in and for the district of Ottawa, at the court house, in the city of Hull, a petition for the purpose of obtaining an order enjoining the registrar of the registration division of Labelle, to register :

1. Promise of sale, Beaudin, notary, 5th

5 avril 1886, par Alfred Hewson à Alfred Beaujean, des lots Nos. 355, 328, de la ville de Buckingham.

20. Obligation affectant les dits lots par Alfred Beaujean à James McLaren et al, Beaudin, notaire, 8 avril 1887.

30. Transport de la dite obligation par James McLaren et al, à la dite Ada L. Whyman, Beaudin, notaire, le 20 mars 1890.

Et faisant remonter cet enrégistrement comme suit : la dite vente, au 14 avril 1886; la dite obligation au 10 avril 1887, et le dit transport au 26 mars 1890.

FORAN & CHAMPAGNE,

Procureurs de la requérante.

Daté à Hull, ce 7 mars 1902. 1093.2

Avis public est par le présent donné que la compagnie de chemin de fer Pacifique Canadien vendra par enean public, le 3e jour d'avril 1902, dans le rez-de-chaussée de la gare de la station de la rue Windsor, à 10 heures a. m., dans la cité de Montréal, les effets de bagage non réclamés, en la possession de la compagnie, n'ayant pas été réclamés dans l'espace de douze (12) mois; et, sur les produits de la dite vente, la compagnie retiendra tels droits et charges raisonnables pour emmagasinage, annonces et vente des dits effets et bagage, et la balance des produits de la dite vente, s'il y en a, sera gardée par la compagnie pendant l'espace de trois (3) mois pour être payée à toute personne y ayant droit.

La Cie du chemin de fer Pacifique Canadien,  
Par R. H. MORRIS,  
Agent général du bagage.  
Montréal 5 février 1902. 653.7

### Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de H. M. Dinning & Co., Montréal,  
Faillis.

Avis est par le présent donné que, ce jour, par ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur des biens des dits faillis, qui en ont fait un abandon pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être déposées devant moi sous trente jours de la date de cet avis.

JOHN McD. HAINS,  
Curateur.

Bâtisses Fraser, 43, rue Saint-Sacrement.  
Montréal, 17 mars 1902. 1197

Province de Québec, }  
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Alphonse Letourneau, marchand,  
Petits Méchins, Insolvable.

Des soumissions sont demandées et seront reçues au bureau du soussigné, 44, rue Dalhousie, Québec, jusqu'à jeudi, le 17 avril 1902.

Pour une maison de 36 x 26 pieds à 2½ étages, occupée comme magasin et logement.

Sur un emplacement en la paroisse de Saint-Edouard des Méchins, faisant partie du lot No 80, du cadastre officiel du canton Dalibaire, avec tous les droits du dit insolvable sur le dit emplacement.

Conditions : Argent comptant.  
V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 19 mars 1902. 1227

April, 1886, by Alfred Hewson to Alfred Beaujean, of lots 355, 328, of the town of Buckingham.

2. Obligation, Beaudin, notary, 8th April, 1887, by Alfred Beaujean to James McLaren et al., affecting said lots.

3. Transfer, Beaudin, notary, 20th March, 1890, by James McLaren et al., to Ada L. Whyman of said obligation.

And ordering that such registration shall bear date as follows : the said sale, the 14th April, 1886 ; the said obligation, the 10th April, 1887 ; the said transfer, the 26th March, 1890.

FORAN & CHAMPAGNE,

Attorneys for Petitioner.

Dated at Hull, this 7th March, 1902,  
1094

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on the 3rd day of April, 1902, in the basement of the trainshed, at Windsor street station, at 10 o'clock A.M., in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage, which have remained in the possession of the company unclaimed, for a space of twelve (12) months; and, that the company, out of the proceeds of such sale, will retain such tolls and all reasonable charges for the storing, advertising and selling of such goods and baggage, and the balance of the proceeds of such sale, if any, shall be kept by the company for a further period of three (3) months, to be paid over to any person entitled thereto.

The Canadian Pacific Railway Company,  
Per R. H. MORRIS,  
General baggage agent.  
Montreal, 5th February, 1902. 654

### Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
In the matter of H. M. Dinning & Co., Montreal,  
Insolvents.

Notice is hereby given that, on this day, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said, insolvents, abandoned by them for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

JOHN McD. HAINS,  
Curator.

Fraser Buildings, 43, Saint Sacrement street.  
Montreal, 17th March, 1902. 1198

Province of Quebec, }  
District of Rimouski. } *Superior Court*  
In the matter of Alphonse Letourneau, merchant,  
Petits Méchins, Insolvent.

Tenders are asked and will be received to the office of the undersigned No. 44, Dalhousie street, Quebec, untill Thursday, the 17th April, 1902.

For a house of 36 x 26 feet at 2½ flats, occupied as store and private house.

On an emplacement in the parish of Saint Edouard des Méchins, being part No. 80, of the cadastral plan of Dalibaire township, with all the rights of the said insolvent on the said emplacement.

Terms : Cash.  
V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 19th March, 1902. 1228

Province de Québec, }  
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*  
No 141.

Dans l'affaire de Eusébe Bélanger, de Saint-Gervais, marchand, Failli.  
Avis est par le présent donné que le dit Eusébe Bélanger a, le treizième jour de mars 1902, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montmagny.

GEO. LEFAIVRE,  
Gardien provisoire.  
Québec, 15 mars 1902. 1195

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Moses Yasinovsky, commerçant, de la cité de Montréal, Failli.  
Avis est par le présent donné que le dit Moses Yasinovski a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de Montréal.

J. WILFRID MICHAUD,  
Député gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Michaud,  
205, rue Saint-Jacques,  
Montréal, 15 mars 1902. 1215

Province de Québec, }  
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
No 97.

Dans l'affaire de Hyacinthe Marchand, Failli;  
et

Arthur Brunelle, Curateur.  
Avis est par le présent donné que, le 17<sup>ième</sup> jour de mars 1902, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens du dit failli.

Les réclamations assermentées doivent être déposées sous 30 jours de cet avis.

ARTHUR BRUNELLE,  
Curateur.

Tessier & Béliveau,  
Procureurs.  
Trois-Rivières, 18 mars 1892. 1211

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No 187.

In re Abundius O'Bone, 247, rue Craig, Insolvable.

Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à nos bureaux, No 180, rue Saint-Jacques, le ou après le 7 avril 1902.

Toute contestation à ce dividende doit nous être déposée à nos bureaux avant la date sus-mentionnée.

P. J. CHARTRAND,  
PAUL J. TURGEON,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,  
180, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 20 mars 1902. 1217

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

In re Arthur Demers, Saint-Honoré Shenley, Beauce, Failli.

Je, soussigné, ai été nommé curateur en cette affaire, par ordre de la cour.

Les créanciers sont requis de produire entre mes mains leurs réclamations sous un mois.

HONORE GREGOIRE,  
Curateur.

Saint-Honoré Shenley, 18 mars 1902. 1237

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 33.

Elisa Ste-Marie, Demanderesse ;

vs

Herménégilde Charbonneau, Défendeur.  
Avis est par le présent donné que le 18<sup>ème</sup> jour de mars 1902, par ordre de la cour, j'ai été nommé

Province of Quebec, }  
District of Montmagny. } *Superior Court.*  
No. 141.

In the matter of Eusébe Bélanger, of Saint-Gervais, merchant, Insolvent.  
Notice is hereby given that the said Eusébe Bélanger has, on the thirteenth day of March, 1902, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Montmagny.

GEO. LEFAIVRE,  
Provisional guardian.  
Quebec, 15th March, 1902. 1196

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Moses Yasinovsky, of the city of Montreal, trader, Insolvent.

Notice is hereby given that the said Moses Yasinovski has, this day, made, in the prothonotary's office, in Montreal, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

J. WILFRID MICHAUD,  
Deputy provisional guardian.

Office of Wilks & Michaud,  
205, St. James street,  
Montreal, 15th March, 1902. 1216

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
No. 97.

In the matter of Hyacinthe Marchand, Insolvent ;  
and

Arthur Brunelle, Curator.

Notice is hereby given that, by order of the court, on the 17th day of March, 1902, I was appointed curator to the estate of the said insolvent.

Claims attested under oath must be filed within thirty days from this notice.

ARTHUR BRUNELLE,  
Curator.

Tessier & Béliveau,  
Attorneys.  
Three Rivers, 18th March, 1902. 1212

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 187.

In re Abundius O'Bone, 247, Craig street, Insolvent.

A first et final dividend has been prepared and will be payable at our offices, 180, Saint James, on or after the 7th April, 1902.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

P. J. CHARTRAND,  
PAUL J. TURGEON,  
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,  
180, Saint James street.  
Montreal, 20th March, 1902. 1218

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court.*

In re Arthur Demers, Saint Honoré Shenley, Beauce, Insolvent.

I, the undersigned, have been appointed, by order of the court, curator to the estate.

Creditors are requested to file their claims before me, within one month.

HONORE GREGOIRE,  
Curator.

Saint Honoré Shenley, 18th March, 1902. 1238

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 33.

Elisa Ste-Marie, Plaintiff ;

vs

Herménégilde Charbonneau, Defendant.  
Notice is hereby given that on the 18th day of March, 1902, by order of the court, I was appointed

curateur à la succession du dit défendeur, qui a fait un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Toutes réclamations devront être produites d'ici à un mois.

J. M. MARCOTTE,  
Curateur.

No 26, rue St-Jacques.  
Montréal, 18 mars 1902. 1209

Province de Québec, }  
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*

Avis est par les présentes donné que Louis B. Fontaine, de Saint-Jacques de l'Achigan, marchand, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le dix-neuf mars dix-neuf cent deux, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Joliette, conformément à la loi.

Z. FONTAINE,  
Gardien provisoire.

Joliette, 19 mars 1902. 1233

Province de Québec, }  
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Dionne & Cie, et J. E. Dionne, marchands, Saint-Moïse et Sainte-Flavie, Insolubles.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 7 avril 1902, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 19 mars 1902. 1229

Province de Québec, }  
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Charles Rousseau, marchand, Cedar Hall, Insoluble.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 12 mars 1902, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 19 mars 1902. 1225

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure*  
No 2471.

Cléophas Desrochers, et Failli ;

Vesey Boswell, et Requérent.

Avis est par le présent donné que, le 10<sup>e</sup> jour de mars 1902, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens du susdit failli.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations devant moi, sous trente jours du présent avis.

DANIEL BLAIS,  
Curateur.

Québec, 15 mars 1902. 1245

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
In re Albert Gohier, restaurateur, de la cité de Montréal, et Failli ;

Alex. Desmarteau, et Curateur.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le et après le huitième jour d'avril prochain, sur production des pièces justificatives.

ALEX. DESMARTEAU,  
Curateur.

1598, rue Notre-Dame, Montréal.  
Montréal, 19 mars 1902. 1231

curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within a month.

J. M. MARCOTTE,  
Curator.

No. 26, St-James street.  
Montréal, 18th March, 1902. 1210

Province of Quebec, }  
District of Joliette. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Louis B. Fontaine, merchant, has, on the nineteenth of March, nineteen hundred and two, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Joliette, according to law.

Z. FONTAINE,  
Provisional guardian.

Joliette, 19th March, 1902. 1234

Province of Quebec, }  
District of Rimouski. } *Superior Court.*  
In the matter of Dionne & Co., and J. E. Dionne, merchants, Saint Moïse and Sainte Flavie, Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 7th April, 1902, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu and Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 19th March, 1902. 1230

Province of Quebec, }  
District of Rimouski. } *Superior Court.*

In the matter of Charles Rousseau, merchant, Cedar Hall, Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 12th March, 1902, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 19th March, 1902. 1226

Province of Quebec, }  
District of Québec. } *Superior Court.*  
No. 2471.

Cléophas Desrochers, and Insolvent ;

Vesey Boswell, and Petitioner.

Notice is hereby given that, on the 10th day of March, 1902, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the above named insolvent.

Creditors must file their claims with me, within thirty days of the present notice.

DANIEL BLAIS,  
Curator.

Quebec, 15th March, 1902. 1246

Province of Quebec, }  
District of Montréal. } *Superior Court*  
In re Albert Gohier, restaurant keeper, of the city of Montréal, and Insolvent ;

Alex. Desmarteau, and Curator.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared and will be payable at my office, on or after the eighth day of April next, on producing vouchers.

ALEX. DESMARTEAU,  
Curator.

1598, Notre Dame street.  
Montreal, 19th March, 1902. 1232

Province de Québec, }  
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*

*In re* L. Doyon & Cie, Saint-Victor de Tring,  
Failli.

Je, soussigné, ai été nommé curateur, par ordre de  
la cour, en cette affaire.

Les créanciers sont requis de produire devant moi  
leurs réclamations sous un mois.

ALFRED LEMIEUX,  
Curateur.

Bureau: No 121, rue Commercial.  
Lévis, 18 mars 1902.

1235

Province of Quebec, }  
District of Beauce. } *Superior Court.*

*In re* L. Doyon & Co., Saint Victor de Tring,  
Insolvent.

I, the undersigned, have been appointed, by order  
of the court, curator to the estate.

Creditors are requested to file their claims before  
me within one month.

ALFRED LEMIEUX,  
Curator.

Office: No. 121, Commercial street.  
Lévis, 18th March, 1902.

1236

## Règles de Cour

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Québec. }  
No 2507.

Le cinquième jour de mars, mil neuf cent  
deux

Présent: l'honorable juge L. B. Caron.  
Georges Tanguay, marchand, de Québec,  
Demandeur;

vs

Francis Orlabor Aloysius Pennée, du mê-  
me lieu, chef de police, Défendeur;

et

Louis Fréchette, de la cité de Montréal, es-  
qualité de greffier du conseil législatif de  
la province de Québec, et l'honorable  
Henry Thomas Duffy, à l'égale de trésor-  
rier de la dite province.

Tiers-saisis;

et

Gaspard de Serres, de la cité de Montréal,  
agent financier, et autres, Intervenants;

La cour, vu l'allégation d'insolvabilité du  
défendeur et la somme d'argent déposée en  
cour par les tiers-saisis, ordonne aux créan-  
ciers de produire en cette cause leurs récla-  
mations sous quinze jours de la date de la  
première insertion du présent ordre, suivant  
la loi, avec dépens tel que demandé.

Vraie copie,  
ALPH. BOISSONNEAULT,  
1095. Député P. C. S.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 1965.

Le dixième jour de mars, mil neuf cent deux

J. C. Langelier, Demandeur;

vs

Alphonse Charlebois, de la cité et du dis-  
trict de Québec, et présentement des cité  
et district de Montréal, Défendeur;

et

Paul Blouin, Tiers-saisi;

et

Ubalde Garand et al., Intervenants;

Sur ordre de cette cour, donné le sixième  
jour de mars, 1902, les créanciers du dit  
Alphonse Charlebois, le défendeur en cette  
cause, qui n'auraient pas encore produit  
leurs réclamations, sont maintenant appelés  
à les produire en cette cause, au bureau du  
protonotaire de cette cour, dans les quinze  
jours de la date de la première insertion du  
présent avis, dans la "Gazette Officielle de  
Québec," accompagnées d'un état ou compte

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Quebec. }  
No. 2507.

The fifth day of March, one thousand nine  
hundred and two

Present: The Honorable judge L. B. Caron.  
Georges Tanguay, merchant, of Quebec,  
Plaintiff;

vs

Francis Orlabor Aloysius Pennée, of the  
same place, chief of police, Defendant;

and

Louis Fréchette, of the city of Montreal, in  
his quality of clerk of the legislative coun-  
cil of the province of Quebec, and the Ho-  
norable Henry Thomas Duffy, in his qua-  
lity of treasurer of the said province,

Garnishees;

and

Gaspard de Serres, of the city of Montréal,  
financial agent, and others,

Intervening parties;

The court, seeing the allegation of the  
insolvency of the Defendant and the deposit  
of money made in court by the garnishees,  
it is ordered to the creditors to produce in  
this cause their claims within fifteen days  
from the date of the first insertion of the  
present order, according to law, with costs  
as prayed.

A true copy.  
ALPH. BOISSONNEAULT,  
1096. Deputy P. S. C.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1966

The tenth day of March, nineteen hundred  
and two

J. C. Langelier, Plaintiff;

vs

Alphonse Charlebois, of the city and district  
of Quebec, but now of the city and district  
of Montreal, Defendant;

and

Paul Blouin, Garnishee;

and

Ubalde Garand et al., Intervenants;

Under the order of this court, given on  
the sixth day of March, 1902, the creditors  
or the said Alphonse Charlebois, the De-  
fendant in this cause, who have not already  
filed their claims, are now called upon to file  
them in this cause, in the office of the pro-  
thonotary of this court, within fifteen days  
after the date of the first insertion of the  
present notice, in the "Quebec Official Ga-  
zette," accompanied by statement or account

assermenté, en conformité à l'article 673 du code de procédure civile.

S. BRANCHAUD,  
Député P. C. S.

1115

### Ventes par le Sheriff—Arthabaska

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour Supérieure.—District de Montréal.*  
Arthabaska, à savoir : } **LE CREDIT FONCIER**  
No 1891. } **FRANCO CANADIEN**, Demandeur, contre AIME VIAU, Défendeur.

Le lot de terre numéro mille vingt-sept (1027), aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Durham, dans le comté de Drummond ; borné en front par le chemin du douzième rang.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Fulgence de Durham, le DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaskaville, 24 février 1902. 931.2  
[Première publication, 1er mars 1902.]

### Ventes par le Shérif—Iberville

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS**  
**MANDAT DU MAIRE**

Canada, } **LA VILLE DE SAINT-**  
Province de Québec, } **JEAN**, corps politique  
District d'Iberville. } et incorporé, Demanderesse ;  
No 913. } et la succession de feu  
**SOPHIE BOIVIN**, veuve de feu Eusèbe Mombteau, père, saisi, savoir :

1° Un lot de terre situé dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, au côté ouest de la rue Jacques Cartier, portant le numéro deux cent cinquante-huit (No 258), des plan et livre de renvoi officiels—avec bâtisses y érigées.

2° Un lot de terre situé au côté est de la rue de Salaberry, dans la dite ville de Saint-Jean, étant le numéro deux cent quarante-deux (No 242), des plan et livre de renvois officiels—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le PREMIER jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures l'avant-midi.

CHAS ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 26 février 1902. 933.2  
[Première publication, 1er mars 1902.]

with proper vouchers, in accordance with article 673 of the code of civil procedure.

S. BRANCHAUD,  
Deputy P. S. C.

1116

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Montreal.*  
Arthabaska, to wit : } **THE CREDIT FONCIER**  
No. 1891. } **FRANCO CANADIEN**,  
Plaintiff ; against AIME VIAU, Defendant.

Lot of land number one thousand and twenty-seven (1027), of official plan and book of reference for the township of Durham, in the county of Drummond ; bounded in front by road of twelfth range.

To be sold at the parochial church door of Saint Fulgence of Durham, on the SECOND day of APRIL next, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaskaville, 24th February, 1902. 932  
[First published, 1st March, 1902.]

### Sheriff's Sales—Iberville

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**  
**MAYOR'S WARRANT.**

Canada, } **THE TOWN OF SAINT**  
Province of Québec, } **JOHNS**, body politic  
District of Iberville. } and corporate, Plaintiff ; and  
No. 913. } the estate of the late **SOPHIE**  
**BOIVIN**, widow of the late Eusèbe Mombteau, senior, seized, to wit

1. A lot of land situate in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, on the west side of Jacques Cartier street, being number two hundred and fifty-eight (No. 258), on the official plan and book of reference—with the buildings thereon erected.

2. A lot of land situate on the east side of de Salaberry street, in the said town of Saint Johns, being number two hundred and forty-two (No. 242), on the official plan and book of reference—with the buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, in the FIRST day of APRIL next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Johns, 26th February, 1902. 934  
[First published, 1st March, 1902.]

## Ventes par le Shérif—Joliette

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure de Joliette.*

Joliette, à savoir : } **R** EVEREND GEDEON  
No 3291. } **V**ITALIEN VILLE-  
NEUVE, Demandeur; contre PAUL GUIL-  
BAULT, Défendeur.

1° Un immeuble ou terre en exploitation, situé en la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, au lieu appelé "Cabane Ronde," dans le district de Joliette, connu et désigné, le dit immeuble dans les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Henri de Mascouche, sous les numéros cent quarante-cinq, cent quarante-sept, cent quarante-huit et cent quarante-neuf, et contenant huit arpents de front sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins — avec une maison et autres bâtisses dessus construites, les numéros susdits ne forment qu'un seul et même immeuble et devant être vendus en bloc, non comprise, cependant, dans l'immeuble à être vendu, en vertu du dit bref *Fieri Facias de Terris*, la partie suivante de la dite terre, savoir :

Une pointe de terre renfermant le terrain compris dans les limites ci-après : tenant devant au chemin public, derrière au ruisseau de la Cabane Ronde, d'un côté à Joseph Croze, et de l'autre côté à Alexis Paquette ou représentant.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif,  
Joliette, 17 mars 1902.

Shérif.  
1239

[Première publication, 22 mars 1902.]

## Sheriff's Sales—Joliette

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court of Joliette.*

Joliette, to wit : } **T**HE REVEREND GEDEON  
No. 3291. } **V**ITALIEN VILLENEUVE,  
Plaintiff; against PAUL GUILBAULT, Defendant.

1. A lot of land under cultivation, situate in the parish of Saint Henri de Mascouche, at the place called "Cabane Ronde", in the district of Joliette, said lot known and described on the official plan and in the book of reference of the said parish of Saint Henri de Mascouche, as numbers one hundred and forty-five, one hundred and forty-seven, one hundred and forty-eight and one hundred and forty-eight a, and containing eight arpents in front by twenty arpents in depth, more or less—with a house and other buildings thereon erected, the said numbers forming only one and the same plot, and to be sold as one lot (*en bloc*), not including, however, in the lot to be sold, in virtue of the said writ of *Fieri Facias de Terris*, the following part of the said lot, namely :

A point of land including the space comprised within the following limits, namely : bounded in front by the public road, in rear by the creek (Ruisseau de la Cabane Ronde), on one side by Joseph Croze and on the other side by Alexis Paquette, or representative.

To be sold at the church door of the parish of Saint Henri de Mascouche, on the TWENTY-THIRD day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,  
Joliette, 17th March, 1902.

Sheriff.  
1240

[First published, 22nd March, 1902.]

## Ventes par le Shérif—Kamouraska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Kamouraska.*

Fraserville, à savoir : } **A** LEXIS MEZIUS RI-  
No 2780. } **C**HER ET DAME

CAROLINE PELLETIER, son épouse, *ès qualité*, tous deux de la cité de Montréal, Demandeurs; contre les immeubles de JULES BRUNO MICHAUD, de la paroisse de Saint-Louis de Kamouraska, Défendeur, à savoir :

Le tiers indivis d'une terre située en la paroisse de Saint-Louis de Kamouraska, dans le comté de Kamouraska, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse, comme faisant partie du numéro trois cent quatorze (314); bornée au nord-ouest au chemin public, au nord-est au numéro (317) trois cent dix-sept, au sud-est à la rivière qui la sépare, et au sud-ouest au numéro (306) trois cent six.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis de Kamouraska, MERCREDI, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL, à DIX heures du matin. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif,  
Fraserville, 17 mars 1902.

Shérif.  
1207

[Première publication, 22 mars 1902.]

## Sheriff's Sales—Kamouraska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Kamouraska.*

Fraserville, to wit : } **A** LEXIS MEZIUS RI-  
No. 2780. } **C**HER AND DAME

CAROLINE PELLETIER, his wife, *ès qualité*, both of the city of Montreal, Plaintiff; against the immovables of JULES BRUNO MICHAUD, of the parish of Saint Louis de Kamouraska, Defendant, to wit :

The undivided one third of a land situate in the parish of Saint Louis de Kamouraska, in the county of Kamouraska, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish, as forming part of number three hundred and fourteen (314); bounded on the north west by the public road, on the north-east by number (317) three hundred and seventeen, on the south east by the river which separates it, and on the south west by number (306) three hundred and six.

To be sold at the church door of the parish of Saint Louis de Kamouraska on WEDNESDAY, the TWENTY-THIRD day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's office,  
Fraserville, 17th March, 1902.

Sheriff.  
1208

[First published, 22nd March, 1902.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**

*Cour Supérieure—District de Kamouraska*  
 Fraserville, à savoir : } **HENRY GEORGE**  
 No 2922. } **CARROLL ET ED-**  
**GAR HORACE CIMON**, de Fraserville, Deman-  
 deurs ; contre les immeubles de **JOSEPH OCTAVE**  
**BELANGER**, du village de Kamouraska, en sa  
 qualité de curateur à Dame Arthémise Potvin, Dé-  
 fendeur, à savoir :

1° Un certain emplacement situé en le village de Kamouraska, dans le comté de Krmouraska, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit village, sous les numéros (107 et 107a) cent sept et cent sept a—avec maison, hangar et autres bâtisses dessus construits.

2° Un autre emplacement situé au même endroit, et faisant partie du numéro cent treize (113), du même cadastre ; et borné au sud au chemin royal du premier rang, au sud ouest, à Thomas Ward (No 116), au nord et au nord-est à Marie Dionne, propriétaire du numéro cent treize—avec une maison dessus construite.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Louis de Kamouraska, **MARDI**, le **PREMIER** jour d'**AVRIL** prochain, à **DIX** heures du matin. Bref rapportable suivant la loi.

**J. ELZ. POULIOT,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
 Fraserville, 22 février 1902. 939.2  
 [Première publication, 1er mars 1902.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—District de Kamouraska.*  
 Fraserville, à savoir : } **CHARLES EUGENE**  
 No 9084. } **POULIOT**, avocat, de  
 la ville de Fraserville, Demandeur ; contre les  
 immeubles de **OVIDE DESROSIERS**, cultivateur,  
 de Saint-Antoin, Défendeur, à savoir :

Une terre de six arpents de front sur trente arpents de profondeur, située au premier rang des six mille acres, dans le comté de Témiscouata, et étant les lots numéros quatre, cinq et six (4, 5 et 6), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Antoin—circonstances et dépendances. A distraire de la dite terre six arpents de profondeur sur le front de la dite terre, courant nord depuis le front sud d'icelle. A charge d'une rente constituée de six piastres et soixante-douze centins, à compter du premier mai prochain, payable à William Fraser et autres, aux termes d'un titre nouvel par le dit Ovide Desrosiers, le 28 juin 1895, reçu devant J. A. Roy, notaire.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Antoin, **LUNDI**, le **SEPTIEME** jour d'**AVRIL** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

**J. ELZ. POULIOT,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
 Fraserville, 26 février 1902. 937.2  
 [Première publication, 1er mars 1902.]

**Ventes par le Shérif—Montréal**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
(ALIAS)

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **JOHN McDONALD HAINS**,  
 No 1545. } des cité et district de  
 Montréal, comptable, Demandeur ; contre les ter-  
 res et tenements de **J. S. BOUSQUET**, de Mais-  
 sonneuve, dans le district de Montréal, un des

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Kamouraska.*  
 Fraserville, to wit : } **HENRY GEORGE**  
 No. 2922. } **CARROLL AND**  
**EDGAR HORACE CIMON**, of Fraserville,  
 Plaintiffs ; against the immovable property of  
**JOSEPH OCTAVE BELANGER**, of the village  
 of Kamouraska, in his quality of curator to Dame  
 Arthemise Potvin, D. fendant, to wit :

1. A certain lot of land situate in the village of Kamouraska, in the county of Kamouraska, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the said village, as numbers 107 and 107 a (one hundred and seven and one hundred and seven a)—with house, barn and other buildings thereon erected.

2. Another lot situate at the same place, and forming part of number one hundred and thirteen (113), of the same cadastre ; and bounded on the south by the King's road of the first range, on the south west by Thomas Ward (No. 116), on the north and north east by Marie Dionne, owner of number one hundred and thirteen— with a house thereon erected.

To be sold at the church door of Saint Louis de Kamouraska, on **TUESDAY**, the **FIRST** day of **APRIL** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. Writ returnable according to law.

**J. ELZ. POULIOT,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
 Fraserville, 22nd February, 1902. 940  
 [First published, 1st March, 1902.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court—District of Kamouraska.*  
 Fraserville, to wit : } **CHARLES EUGENE**  
 No. 9084. } **POULIOT**, advocate,  
 of the town of Fraserville, Plaintiff ; against the  
 immovables of **OVIDE DESROSIERS**, farmer, of  
 Saint-Antoin, Defendant, to wit :

A land of six arpents in front by thirty arpents in depth, situate in the first range of the six thousand acres (six mille acres,) in the county of Témiscouata, and being lots numbers four, five and six (4, 5 and 6), of the official cadastre of the said parish of Saint Antonin—circumstances and dependencies. Reserving from the said land six arpents in depth by the frontage of the said land, running north from the front line thereof. Subject to the charge of a constituted rent of six dollars and seventy-two cents, counting from the first of May next, payable to William Fraser and others, under the terms of a renewal deed by the said Ovide Desrosiers, on the 28th of June, 1895, passed before J. A. Roy, notary.

To be sold at the church door of Saint Antonin, on **MONDAY**, the **SEVENTH** day of **APRIL** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

**J. ELZ. POULIOT,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
 Fraserville, 26th February, 1902. 938  
 [First published, 1st March, 1902.]

**Sherif's Sales—Montreal**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-  
 dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have  
 been seized, and will be sold at the respective  
 times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
(ALIAS)

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **JOHN McDONALD HAINS**,  
 No. 1545. } of the city and district of  
 Montreal, accountant, Plaintiff ; against the lands  
 and tenements of **J. S. BOUSQUET**, of Mais-  
 sonneuve, in the district of Montreal, one of the Defen d



Défendeurs, conjointement et solidairement avec Dame Adèle Trottier, de Laprairie, dans le dit district, épouse séparée de biens d'Alphonse Charlebois, du même lieu, et ce dernier dans le but d'autoriser sa dite épouse, l'autre défendeur, et Edouard Gohier, adjudicataire.

Saisi comme appartenant au dit J. S. Bousquet, l'immeuble suivant, à savoir :

Lot de subdivision numéro quarante-six, de la subdivision officielle du lot connu sous le numéro quarante-quatre (46 de 44), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, dans le district de Montréal—avec les bâtisses sus-érigées.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessus mentionné, qui a eu lieu le vingt-troisième jour de mars (1900), aura lieu de nouveau à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

A la folle-enchère de Edouard Gohier, suivant jugement de l'hon. juge Langelier.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 19 mars 1902. 1241  
[Première publication, 22 mars 1902.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } JOSEPH LAMARCHE ET  
No 2298. } PIERRE LECLERC,

tous deux contracteurs plombiers, de la cité et du district de Montréal, et y faisant ci-devant affaires en société sous la raison sociale de "Leclerc & Lamarche," Demandeurs; contre les terres et tenements de J. BOUTILLIER TRUDEL, employé public, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, Défendeur :—

Saisi comme appartenant et en la possession du dit défendeur, à ses risques et périls, l'immeuble suivant, savoir :

Cette certaine portion de l'héritage constituant la partie nord-est du lot connu et désigné sous le numéro quatre cent trente-trois (433), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, et contenant environ dix-neuf pieds de front sur quatre-vingt-onze pieds de profondeur; borné en front par la rue Dorchester, au nord par le lot numéro quatre cent trente-quatre (434), des dits plan et livre de renvoi officiels, à l'est par la rue Berri, à l'ouest par le résidu du dit lot numéro quatre cent trente-quatre (434), et portant le dit immeuble le numéro civique 174, de la rue Berri—avec les bâtisses y érigées. A charge de la substitution créée par le testament de feu Eugène Hercule Trudel, reçu devant Mtes A. D. Jobin et H. Dumesnil, notaires, le sixième jour de juillet 1873, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Montréal-Est, le 20 décembre 1883, sous le numéro 11605, et ses deux codiciles olographes dûment prouvés et vérifiés en justice, le 28 novembre 1883, et enregistrés au même bureau d'enregistrement, le dit 20ème jour de décembre 1883, sous le numéro 11606.

Pour être vendue à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 20 mars 1902. 1157  
Première publication du 15 mars 1902, est nulle.  
[Première publication, 22 mars 1902.]

**Ventes par le Shérif—Ottawa**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux spécifiés tel que mentionné plus bas.

ants, jointly and severally with Dame Adèle Trottier, of Laprairie, in said district, wife separated as to property of Alphonse Charlebois, of the same place, and the latter for the purpose of authorizing his said wife, the other defendant, and Edouard Gohier, purchaser.

Seized as belonging to the said J. S. Bousquet, the following immoveable, to wit :

Subdivision lot number forty-six, of the official subdivision of lot known as number forty-four (46 of 44), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, in the district of Montréal—with the buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the above mentioned immoveable, which took place on the twenty-third day of March (1900), will take place again at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

At the resale of Edouard Gohier, under a judgment of the Hon. Judge Langelier.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy sheriff.  
Montreal, 19th March, 1902. 1242  
[First published, 22nd March, 1902.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montréal, to wit : } JOSEPH LAMARCHE AND  
No 2298. } PIERRE LECLERC, both

contractors and plumbers, of the city and district of Montreal, and heretofore carrying on business there in partnership under the style and firm of "Leclerc & Lamarche", Plaintiffs; against the lands and tenements of J. BOUTILLIER TRUDEL, public employee, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, Defendant.

Seized as belonging to and in the possession of the said defendant, at his risk and peril, the following immovable, to wit :

That certain portion of the property constituting the north east part of the lot known and described as number four hundred and thirty three (433), on the official plan and book of reference of Saint James ward, and containing about nineteen feet in front by ninety-one feet in depth; bounded in front by Dorchester street, on the north by lot number four hundred and thirty-four (434), of the said official plan and book of reference, on the east by Berri street, on the west by the residue of the said lot number four hundred and thirty-four (434), said lot bearing the civic number 174, of Berri street—with the buildings thereon erected. Subject to the charge of the substitution created by the testament of the late Eugène Hercule Trudel, passed before Mtes A. D. Jobin and H. Dumesnil, notaries, on the sixth day of July, 1873, and duly registered in the registry office of the registration division of Montreal East, on the 20th of December, 1883, under number 11605, and his two holograph codicils duly probated according to law, on the 28th of November, 1883, and registered in the same registry office, on the said 20th day of December, 1883, under the number 11606.

To be sold at my office, in the city of Montreal on the TWENTY-FOURTH day of APRIL at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, 20th March, 1902. 1158  
First publication of the 15th of March, is null.  
[First published, 22nd March, 1902.]

**Sheriff's Sales—Ottawa**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } **D**AME ISABELLA STEVENSON, du canton de Nepean, dans le comté de Carleton, province d'Ontario, veuve de feu Thomas McTiernan, en son vivant du même lieu, personnellement et comme exécutrice testamentaire et administratrice des biens du dit feu Thomas McTiernan, Demanderesse ; contre **M**AX ROSENBLUTH, de la cité de Wilkesbarre, dans le comté de Luzerne, dans l'état de Pennsylvanie, un des états-unis d'Amérique, marchand, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur :

Les mines, minéraux, exploitation et droit de mine, de plumbago et graphite sur les lots suivants, dans le canton de Lochaber, dans le district d'Ottawa, à savoir :

1° La moitié est du lot No 26, dans le 10e rang, connue sur le plan du cadastre officiel comme 26A.

2° La moitié nord du lot No 23, dans le 10e rang, connue sur le plan du cadastre officiel comme 23B.

3° La moitié sud du lot No 24, dans le 9e rang, connue sur le plan du cadastre officiel comme 24A.

4° Lot No 25, dans le 11e rang, suivant le plan du cadastre officiel.

5° Lot No 27B, dans le 11e rang, suivant le plan du cadastre officiel.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans le village de Papineauville, le **VINGT-DEUXIEME** jour d'**AVRIL** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif,

Hull, 18 mars 1902.

[Première publication, 22 mars 1902.]

Shérif.

1261

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } **H**ELENA QUIGG, de la No 305. } ville d'Aylmer, dans le district d'Ottawa, fille majeure, Demanderesse ; contre **J**OHAN T. WHELAN, en sa qualité de curateur dûment nommé à la succession vacante et biens de James Honan et Mary Helena Honan, enfants décédés, issus du mariage de feu James Honan et de feu Mary Quigg, de la dite ville d'Aylmer, Défendeur, à savoir :

Lot numéro six cent quarante et un (641), des plan et livre de renvoi officiels du village (maintenant ville) d'Aylmer, dans le district d'Ottawa, étant un morceau de terre de forme triangulaire, situé à la jonction du chemin Eardley et de la rue Notre-Dame, dans la dite ville—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le **PREMIER** jour d'**AVRIL** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif

Hull, 26 février 1902.

[Première publication, 1er mars 1902.]

Shérif.

941.2

**Ventes par le Shérif—Québec**

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

**FIERI FACIAS**

Québec, à savoir : } **L**'HONORABLE FREDE- No 2333. } **R**ICK WILLIAM ANDREWS, de la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, un des juges de la cour supérieure pour la province de Québec ; contre **W**ILLIAM HOLMES BROWN, de la cité de Québec, marchand, en sa qualité de curateur à la succession vacante de feu Walter Hobson, en son vivant de la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, à savoir :

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } **D**AME ISABELLA STEVENSON, of the township of Nepean, in the county of Carleton, province of Ontario, widow of the late Thomas McTiernan, in his lifetime of the same place, personally and as the executrix and administratrix under the last will and testament of the said late Thomas McTiernan ; against **M**AX ROSENBLUTH, of the city of Wilkesbarre, in the county of Luzerne, in the state of Pennsylvania, one of the united states of America, merchant, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant.

The mines, minerals, mining and mineral right of plumbago and graphite, on the following lots in the township of Lochaber, in the district of Ottawa, to wit :

1. The east half of lot No. 26, in range 10, known on official cadastral plan as 26A.

2. The north half of lot No. 23, in range 10, known on official cadastral plan as 23B.

3. The south half of lot No. 24, in range 9, known on official cadastral plan as 24A.

4. Lot No. 25, in range 11, according to official cadastral plan.

5. Lot No. 27B, in range 11, according to official cadastral plan.

To be sold at the registry office, in the village of Papineauville, on the **TWENTY-SECOND** day of **APRIL** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office,

Hull, 18th March, 1902.

[First published, 22nd March, 1902.]

Sheriff.

1262

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } **H**ELENA QUIGG, of the No. 305. } town of Aylmer, in the district of Ottawa, spinster, Plaintiff ; against **J**OHAN T. WHELAN, in his capacity of curator duly named to the vacant succession and estate of James Honan and Mary Helena Honan, deceased children, born of the marriage of the late James Honan and the late Mary Quigg, of the said town of Aylmer, Defendant, to wit :

Lot number six hundred and forty-one (641), according to the official plan and book of reference of the village (now town) of Aylmer, in the district of Ottawa, being a triangular piece of land, situate at the junction of Eardley Road, and Notre Dame street, in said town—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the **FIRST** day of **APRIL** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office,

Hull, 26th February, 1902.

[First published, 1st March, 1902.]

Sheriff.

942

**Sheriff's Sales—Quebec**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS**

Québec, to wit : } **T**HE HONORABLE FRE- No. 2333. } **D**ERICK WILLIAM ANDREWS, of the parish of Saint-Sauveur de Québec, one of the judges of the superior court for the province of Québec ; against **W**ILLIAM HOLMES BROWN, of the city of Québec, merchant, in his quality of curator to the vacant estate of the late Walter Hobson, in his lifetime of the parish of Saint-Sauveur de Québec, to wit :

1° Les lots Nos 2186 et 2186A, (deux mille cent quatre-vingt-six et deux mille cent quatre-vingt-six A), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant des emplacements situés sur la rue Marie-de-l'Incarnation—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$8.00, garantie sur le lot No 2186, et \$4.00 sur le lot No 2186A, payable le premier mai aux Révérendes Dames Ursulines de Québec, pour être vendus en bloc.

2° Les lots Nos 2187 et 2187A, (deux mille cent quatre-vingt-sept et deux mille cent quatre-vingt-sept A), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant des emplacements situés sur la rue Marie-de-l'Incarnation—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$8.00, garantie sur le lot No 2187, et \$4.00 sur le lot No 2187A, payable le premier mai, aux Révérendes Dames Ursulines de Québec, pour être vendus en bloc.

3° Le lot No 2199 (deux mille cent quatre-vingt-dix-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Marie-de-l'Incarnation—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$12.00, payable le premier mai aux Révérendes Dames Ursulines de Québec.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHS LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 20 mars 1902. 1247

[Première publication, 22 mars 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } JOSEPH PIERRE TUR-  
No 2277. } COTTE, de Québec, avocat;  
contre DAME ELMIRE PLAMONDON, veuve de  
sieur Magloire Plante, et résidant au Village Sta-  
dacona, à savoir :

1° Partie du lot No 5, (cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch nord, contenant 34½ pieds de front sur 78 pieds de profondeur, sur le côté nord d'une rue projetée sur le bord de la rivière Saint-Charles; borné au nord-est à Alphonse Janvier, au sud-ouest à la venderesse, au sud-est à Siméon Gravel, étant un emplacement situé sur la dite rue projetée—avec maison dessus construite, circonstances et dépendances; sujet à une rente annuelle de \$8.00, payable le premier novembre.

2° La partie sud du lot No 2 B, (deux B), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch nord, mesurant 20 pieds de largeur sur 39 pieds de profondeur; borné en front par la rue communément appelée rue du Pont, au sud-est et au nord-est à Nazaire Harvey, au nord-ouest à Narcisse Bilodeau, étant un emplacement situé sur la dite rue du Pont, avec passage mitoyen avec le dit Narcisse Bilodeau—avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHS LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 6 mars 1902. 1073.2

[Première publication, 8 mars 1902.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

1. Lots Nos 2186 and 2186A (two thousand one hundred and eighty-six and two thousand one hundred and eighty-six A), of the official cadastre of the parish of Saint-Sauveur de Québec, being lots situate on Marie de l'Incarnation street—circumstances and dependencies. Subject to a yearly rent of \$8.00, secured by lot No. 2186, and \$4.00 by lot No. 2186A, payable on the first of May to the Reverend Ursuline Ladies of Québec, to be sold together (*en bloc*.)

2. Lots Nos. 2187 and 2187A (two thousand one hundred and eighty-seven and two thousand one hundred and eighty-seven A), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur de Québec, being lots situate on Marie de l'Incarnation street—circumstances and dependencies. Subject to a yearly rent of \$8.00, secured by lot No. 2187 and \$4.00 secured by lot No. 2187A, payable on the first of May to the Reverend Ursuline Ladies of Québec, to be sold together (*en bloc*.)

3. Lot No 2199 (two thousand one hundred and ninety-nine), of the official cadastre of the parish of Saint-Sauveur de Québec, being a lot on Marie de l'Incarnation street—circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$12.00, payable on the first of May, to the Reverend Ursuline Ladies of Québec.

To be sold in my office, in the city of Québec, on the TWENTY-FIFTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Québec, 20th March, 1902. 1248

[First published, 22nd March, 1902.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } JOSEPH PIERRE TUR-  
No. 2277. } COTTE, of Québec, advoc-  
ate; against DAME ELMIRE PLAMONDON,  
widow of Sieur Magloire Plante, residing in Stada-  
cana village, to wit :

1. Part of lot No. 5 (five), of the official cadastre for the parish of Saint Roch north, containing 34½ feet in front by 78 feet in depth, on the north side of a projected street on the bank of the River Saint Charles; bounded on the north east by Alphonse Janvier, on the south west by the vendor, on the south east by Siméon Gravel, being a lot situate on the said projected street—with a building thereon erected, circumstances and dependencies; subject to an annual rent of \$8.00, payable on the first November.

2. The south part of lot No. 2 B (two B), of the official cadastre for the parish of Saint Roch north, measuring 20 feet in width by 39 feet in depth; bounded in front by the street commonly called Bridge street, on the south east and north east by Nazaire Harvey, on the north west by Narcisse Bilodeau, being a lot situate on the said Bridge street, with a passage in common with the said Narcisse Bilodeau—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold in my office, in the city of Québec, on the ELEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS LANGELIER

Sheriff's office, Sheriff.  
Québec, 6th March; 1902. 1074

[First published, 6th March, 1902.]

Sheriff's Sales—Richelieu

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

## FIERI FACIAS

*Cour de Circuit—District of Richelieu.*

Sorel, à savoir : } L'HONORABLE JONATHAN  
No 21200. } SAXTON CAMPBELL  
WURTELE, Demandeur; contre FELIX CAR-  
TIER, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-David, concession Sainte-Julie, étant le lot numéro deux cent trente et un (No 231), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-David—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-David, le CINQUIEME jour du mois d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 25 février 1902. 957.2  
[Première publication, 1er mars 1902.]

## Ventes par le Shérif—Rimouski

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure—Rimouski.*

No 2699. } PIERRE LAVOIE ET AL., Deman-  
deur; contre THEODORE ST-  
LAURENT, Défendeur, savoir :

Comme appartenant à Joseph St-Laurent, fils de Maxime :

Une terre de 9½ perches de front sur 42 arpents de profondeur, située à Sainte-Anne de la Pointe au Père, étant le numéro 27, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de la Pointe au Père, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL 1902, à DIX heures de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Rimouski, 17 mars 1902. 1223  
[Première publication, 22 mars 1902.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure—Rimouski.*

No 2685. } ETIENNE LEVESQUE ET  
JOSEPH LEVESQUE,

FILS, du village de Mont Joli, et faisant affaires en société comme commerçants sous les nom et raison de "Levesque et Fils", Demandeurs; vs PIERRE LEVESQUE, AUGUSTE BERUBE ET JOSEPH BERUBE, de la paroisse de Saint-Gabriel, et y faisant commerce en société sous les nom et raison de "Levesque, Bérubé et Frère", conjointement et solidairement, savoir :

Comme appartenant à la dite société "Levesque, Bérubé et frère" :

Un emplacement de un arpent par un arpent plus ou moins, étant partie du lot No 20, 1er rang, canton Massé—avec bâtisses sus construites, et spécialement un moulin à scie (carriage et moulin à bardeau), machines et machineries du dit moulin—circonstances et dépendances.

Comme appartenant à Pierre Lévesque :

Un emplacement de ½ par ½ arpent, plus ou moins, étant partie du No 5b du cadastre officiel d'une partie du canton Fleuriau; borné à l'est par le No 6, du dit cadastre, au nord au'chem n Taché, au sud et à l'ouest par Majorique Lebel ou représentants—avec bâtisses sus construites, circonstances et dépendances.

Comme appartenant à Auguste Bérubé :

Tous les droits de défrichements, améliorations, bâtisses et autres que le dit Auguste Bérubé a et peut avoir :

## FIERI FACIAS

*Circuit Court.—District of Richelieu.*

Sorel, to wit : } THE HONORABLE JON A.  
No. 21200. } THAN SAXTON CAMPBELL  
WURTELE, Plaintiff; against FELIX CARTIER,  
Defendant.

A piece of land situate in the parish of Saint David, in the concession Sainte Julie, being lot number two hundred and thirty-one (No 231), of the official cadastre of the said parish of Saint David—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint David, on the FIFTH day of the month of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff  
Sorel, 25th February, 1902. 958  
[First published, 1st March, 1902.]

## Sheriff's Sales—Rimouski

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—Rimouski*

No. 2699. } PIERRE LAVOIE ET AL., Plaintiff;  
against THEODORE ST-  
LAURENT, Defendant, to wit :

As belonging to Joseph St-Laurent, son of Maxime :

A land of 9½ perches in front by 42 arpents in depth, situate at Sainte Anne de la Pointe au Père, being number 27, of the official cadastre of the parish of Saint-Germain de Rimouski—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne de la Pointe au Père, on the TWENTY-SECOND day of APRIL, 1902, at TEN o'clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's office, Sheriff  
Rimouski, 17th March, 1902. 1224  
[First published, 22nd March, 1902.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Superior Court.—Rimouski.*

No 2685. } ETIENNE LEVESQUE AND  
JOSEPH LEVESQUE, JUNIOR,

of the village of Mont Joli, and doing business in partnership as traders under the style and firm of "Levesque & Fils", Plaintiffs; vs. PIERRE LEVESQUE, AUGUSTE BERUBE AND JOSEPH BERUBE, of the parish of Saint-Gabriel, and doing business there in partnership under the style and firm of "Levesque, Bérubé & Frère", jointly and severally, to wit :

As belonging to the said firm "Levesque, Bérubé & Frère" :

A lot of one arpent by one arpent, more or less, being part of lot No. 20, 1st range, township Massé—with buildings thereon erected, and especially a saw mill (carriage and shingle mill), machinery and apparatus of the said mill—circumstances and dependencies.

As belonging to Pierre Lévesque :

A lot of ½ by ½ arpent, more or less, being part of No. 5b, of the official cadastre of a part of the township Fleuriau; bounded on the east by No. 6, of the said cadastre, on the north by the Taché road, on the south and west by Majorique Lebel or representatives—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

As belonging to Auguste Bérubé :

All the rights of clearance, improvements, buildings and others which the said Auguste Bérubé has or may have.

- 1° Sur le lot No 20, 1er rang, canton Massé.
- 2° Sur le lot No 25, 1er rang, canton Massé.
- 3° Sur le lot No 26, 1er rang, canton Massé.
- 4° Sur le lot No 18, 1er rang, canton Massé—circonstances et dépendances.

Comme appartenant à Joseph Bérubé :

Tous les droits de défrichements, améliorations, bâtisses et autres droits que le dit Joseph Bérubé a et peut avoir sur le lot No 19, 1er rang, canton Massé, paroisse de Saint-Gabriel—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel, le PREMIER AVRIL 1902, à DIX heures A. M.

L. N. ASSELIN,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Rimouski, 26 février 1902. 959.2  
[Première publication, 1er mars 1902.]

### Ventes par le Shérif—St-François

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } EDWARD BRYAN,  
No 407. } Demandeur; contre  
EMERIE ALIAS EMERY LEFEBVRE, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans le canton de Clifton, dans le district de Saint-François, étant la moitié nord du lot numéro six (No 6), dans le troisième rang du canton de Clifton, connu et désigné comme tel sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Clifton; borné comme suit: au nord par la ligne de division entre les lots cinq et six, à l'est par la ligne de division entre les rangs deux et trois, au sud par la moitié sud du lot numéro six (No 6), et à l'ouest par la ligne de division entre les rangs trois et quatre, et contenant cent acres, plus ou moins—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Malo d'Auckland, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLNER,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 18 mars 1902. 1213  
[Première publication, 22 mars 1902.]

### Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERIE FACIAS DE TERRIS**

*Cour Supérieure.*

Canada, } DAME DELIMA  
Province de Québec, } BERTRAND,  
District de St-Hyacinthe. } Demanderesse; vs.  
No 15. } LES HERITIERS  
BONNEAU, Défendeurs.

Un terrain situé dans la paroisse de Sainte Angèle de Monnoir, sur le rang du Vide, comté de Rouville, contenant environ trois-quarts d'arpents en superficie connue et désigné sous le numéro cent cinquante-quatre (154), des plan et livre de renvoi officiels

1. On lot No 20, 1st range, township Massé.
2. On lot No. 25, 1st range, township Massé.
3. On lot No. 26, 1st range, township Massé.
4. On lot No. 18, 1st range, township Massé—circumstances and dependencies.

As belonging to Joseph Bérubé :

All the rights of clearance, improvements, buildings and other rights which the said Joseph Bérubé has and may have on lot No. 19, 1st range, township Massé, parish of Saint Gabriel—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Gabriel, on the FIRST of APRIL 1902, at TEN of the clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Rimouski, 26th February, 1902. 960  
[First published, 1st March, 1902.]

### Sheriff's Sales—St. Francis

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } EDWARD BRYAN,  
No. 407. } Plaintiff; against  
EMERIE ALIAS EMERY LEFEBVRE, Defendant.

A piece of land situate in the township of Clifton, in the district of Saint Francis, being the north half of the lot number six (No. 6), in the third range of the township of Clifton, known and designated as such on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Clifton; bounded as follows: on the north by the division line between lots five and six, on the east by the division line between the ranges two and three, on the south by the south half of lot number six (No. 6), and on the west by the division line between the ranges three and four, and containing one hundred acres, more or less—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Malo d'Auckland, on the TWENTY-SECOND day of APRIL next, at TWO of the clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Sherbrooke, 18th March, 1902. 1214  
[First published, 22nd March, 1902.]

### Sheriff's Sales—St. Hyacinth

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Superior Court*

Canada, } DAME DELIMA  
Province of Québec, } BERTRAND,  
District of Saint Hyacinth. } Plaintiff, vs THE  
No. 15. } HEIRS BONNEAU,  
Defendants.

A piece of land situate in the parish of Sainte-Angèle de Monnoir, on the range called Vide, Rouville county, containing about three quarters of an acre in superficies, and known and designated as lot number one hundred and fifty-four (154), of the

de la dite paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir avec les bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif,  
Saint-Hyacinthe, 19 mars, 1902. 1243  
[Première publication, 22 mars 1902].

## Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.  
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Trois-Rivières, à savoir : } IN RE SMITH & LARIVIERE, Faillis ;  
No. 156. }  
et J. A. HEBERT, curateur ; et le dit curateur, requérant.

Comme appartenant aux dits Smith & Larivière :

1° Un moulin à scie mû par la vapeur, l'engin, la chaudière, une grande seie et accessoires, deux machines à bardeaux, un écorseur de bois de pulpe et toutes les autres machines : poulies, arbres de couche et accessoires, ainsi que la boutique de forge et son contenu, le tout vendu à la charge par l'adjudicataire de payer à Ephrem Bruneau, le loyer pour les quatre ans prochains, du terrain sur lequel est bâti le dit moulin, situé en la paroisse de Sainte-Marie de Blandford, sous le numéro vingt-neuf, du seizième rang du canton de Maddington, connu et désigné sous le numéro cent quarante et un (141), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Marie de Blandford, comté de Nicolet.

2° Un compeau de terre étant la moitié sud du numéro vingt, et tout le numéro vingt et un, du seizième rang du canton de Maddington, situé en la paroisse de Sainte-Marie de Blandford, connu et désigné sous les numéros cent cinquante et cent quarante-neuf (150 et 149), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Marie de Blandford—avec la réserve des droits de la Couronne.

3° La moitié nord d'un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Marie de Blandford, numéro trente, du seizième rang du canton de Maddington, connu sous le numéro cent quarante (140), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Marie de Blandford—avec réserve des droits de la Couronne.

4° Comme appartenant à D. Smith :

La moitié d'un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Marie de Blandford, numéro vingt, du dix-septième rang du canton de Maddington, étant le numéro cent vingt-neuf (129), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Marie de Blandford.

5° La moitié d'un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Marie de Blandford, étant le numéro vingt et un, du seizième rang du canton de Maddington, connu sous le numéro cent quarante-neuf (149), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Marie de Blandford.

6° Comme appartenant à Larivière :

Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Marie de Blandford, numéro vingt-neuf, du dix-septième rang du canton de Maddington, connu sous le numéro cent trente-huit (138), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Marie de Blandford—avec réserve des droits de la Couronne.

official plan and book of reference for the said parish of Sainte-Angèle de Monnoir—with the buildings.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Sainte Angèle de Monnoir, on the TWENTY-SECOND day of APRIL next, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's office, Sheriff,  
Saint Hyacinth, 19 March, 1902. 1424  
[First published, 22nd March, 1902.]

## Sheriff's Sales—Three Rivers

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.  
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Three Rivers, to wit : } IN RE SMITH & LARIVIERE, Insolvents ;  
No. 156. }  
and J. A. HEBERT, curator, and the said curator, petitioner.

As belonging to the said Smith & Larivière :

1. A saw mill driven by steam, the engine, boiler, a large saw and its accessories, two shingle machines, a machine for peeling the bark off pulp wood, and all the other machines : pulleys, shaft and accessories, as also the blacksmith's forge and its contents, the whole subject to the charge upon the purchaser of paying to Ephrem Bruneau, the rent for the next four years, of the land on which the said mill is built, situate in the parish of Sainte-Marie de Blandford, under number twenty-nine, of the sixteenth range of the township of Maddington, known and described as number one hundred and forty-one (141), of the official cadastre of the parish of Sainte Marie de Blandford, county of Nicolet.

2. A parcel of land being the south half of number twenty, and the whole of number twenty-one, of the sixteenth range of the township of Maddington, situate in the parish of Sainte-Marie de Blandford, known and described as numbers one hundred and fifty and one hundred and forty-nine (150 and 149), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte Marie de Blandford—reserving the rights of the Crown.

3. The north half of a lot of land situate in the parish of Sainte Marie de Blandford, number thirty, of the sixteenth range of the township of Maddington, being number one hundred and forty (140), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte Marie de Blandford—reserving the rights of the crown.

4. As belonging to D. Smith :

The half of a lot of land situate in the parish of Sainte Marie de Blandford, number twenty, of the seventeenth range of the township of Maddington, being number one hundred and twenty-nine (129), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte Marie de Blandford.

5. The half of a lot of land situate in the parish of Sainte Marie de Blandford, being number twenty-one, of the sixteenth range of the township of Maddington, known as number one hundred and forty-nine (149), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte Marie de Blandford.

6. As belonging to Larivière :

A lot of land situate in the parish of Sainte Marie de Blandford, number twenty-nine, of the seventeenth range of the township of Maddington, known as number one hundred and thirty-eight (138), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte Marie de Blandford—reserving the rights of the crown.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie de Blandford, le PREMIER jour de d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 24 février 1902. 757.2  
[Première publication, 1er mars 1902.]

To be sold at the church door of the parish of Sainte Marie de Blandford, on the FIRST day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 24th February, 1902. 758  
[First published, 1st March, 1902.]

### Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 20 mars 1902, de révoquer la nomination de MM. Moïse Rhéault et Eugène Audet, comme conseillers de la municipalité du village de Daveluyville, comté d'Arthabaska, faite le 13 mars 1902, et de nommer M. Antoine Blais pour remplacer M. Moïse Rhéault, et M. George Simoneau pour remplacer M. Eugène Audet, en vertu des dispositions de l'article 329 du code municipal. 1249

### Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased to revoke, on the 20th March, 1902, the appointment of Messrs. Moïse Rhéault and Eugène Audet, as councillors for the municipality of the village of Daveluyville, county of Arthabaska, made on the 13th of March, 1902, and to appoint Mr. Antoine Blais to replace Mr. Moïse Rhéault, and Mr. George Simoneau to replace Mr. Eugène Audet, in virtue of the provisions of article 329 of the municipal code. 1250

### Proclamations

Canada, }  
Province de } L. A. JETTÉ.  
Québec. }  
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

#### PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que, sur  
Proc.-Genl. } présentation au conseil municipal du comté de Yamaska, d'une requête des deux-tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, dans le dit comté, dans Notre province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Yamaska a nommé Louis Veronneau, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie :

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué sans amendements par le conseil du susdit comté ;

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport ;

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

Vers le sud-ouest, partie par la ligne sud-ouest du lot numéro cinq cent trente (530), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, partie par une ligne traversant les lots numéros

### Proclamations

Canada, }  
Province of } L. A. JETTÉ.  
Quebec. }  
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

#### PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } W H E R E A S, on  
Atty.-Genl. } presentation to the municipal council of the county of Yamaska, of a petition from the two-thirds of the municipal electors who are at the same time proprietors residing in a certain territory therein mentioned, situated in the parish of Saint Guillaume d'Upton, in the said county, in Our Province of Quebec, praying for the erection of this territory into a village municipality, the said council of the said county of Yamaska has named Mr. Louis Veronneau, special superintendent, charged to visit the said territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to make a report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has made a report to the said council mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the territory hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been homologated, without amendments, by the council of the aforesaid county ;

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved the said report ;

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the said territory, to wit :

All the territory bounded as follows, to wit :

On the south west partly by the south west line of lot number five hundred and thirty (530), of the official cadastre of the parish of Saint Guillaume d'Upton, partly by a line crossing the lots numbers

deux cent quarante-huit (248) et deux cent quarante-neuf (249), du même cadastre à environ six (6) arpents de l'extrémité nord-est du dit lot numéro deux cent quarante-neuf (249) et partie par la ligne sud-ouest du lot numéro six cent soixante (660), du susdit cadastre, vers le nord-est, par les lots numéros six cent soixante et quinze (675) et sept cent trente-six (736), vers le nord-ouest partie par une ligne droite passant à dix arpents au nord-ouest du chemin de front ou "rue principale", depuis le lot numéro sept cent trente-huit (738) jusqu'au lot numéro cinq cent trente (530) inclusivement, et partie par le lot numéro deux cent quarante-six (246), vers le sud-est, partie par une ligne droite passant à dix arpents au sud-est du chemin de front susmentionné ou "rue principale", depuis le lot numéro six cent soixante et quatorze (674) jusqu'au lot numéro six cent soixante (660) inclusivement, et partie par le lot numéro deux cent cinquante (250), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton.

Le territoire compris entre les limites ci-dessus décrites à une superficie de cinq cent vingt-sept (527) arpents, plus ou moins, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton et formera une municipalité séparée sous le nom de "la municipalité du village de Saint-Guillaume," à partir de ce jour.

Et par les présentes, Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons le dit village de Saint-Guillaume, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-NEUVIÈME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

ADELARD TURGEON,  
Secrétaire de la province.

1251

Canada,  
Province de }  
Québec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que M.  
Proc.-Général. } P. O. Guillet,  
secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain des Trois-Rivières, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des susdits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance

two hundred and forty-eight (248) and two hundred forty-nine (249), of the same cadastre at about six (6) arpents from the north east extremity of the said lot number two hundred and forty-nine (249) and partly by the south west line of lot number six hundred and sixty (660), of the said cadastre, on the north east by lots numbers six hundred and seventy-five (675) and seven hundred and thirty-six (736), on the north west partly by a straight line passing at ten arpents to the north west of the front road or "main street," from lot number seven hundred and thirty-eight (738) to lot number five hundred and thirty (530) inclusively, and partly by lot number two hundred and forty-six (246), on the south east partly by a straight line passing at ten arpents to the south east of the front road above mentioned or "main street", from lot number six hundred and seventy-four (674) to lot number six hundred and sixty (660) inclusively, and partly by lot number two hundred and fifty (250), of the official cadastre of the parish of Saint Guillaume d'Upton.

The territory comprised within the limits above described has an area of five hundred and twenty-seven (527) arpents, more or less, shall be detached from the municipality of the parish of Saint Guillaume d'Upton, and shall thenceforth form separate municipality under the name of "the municipality of the village of Saint Guillaume."

And we do hereby make, constitute, erect and declare the said village of Saint Guillaume, a village municipality, in conformity with the provisions of the municipal code of the province of Québec.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this NINETEENTH day of MARCH, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and two, and in the second year of Our Reign.

By command,

ADELARD TURGEON,  
Provincial secretary.

1252

Canada,  
Province of }  
Québec. }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT } WHEREAS Mr. P.  
Atty.-General. } O. Guillet, secretary of the commissioners duly appointed for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Québec, in and for the Roman Catholic diocese of Three Rivers in Our province of Québec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant Governor of Our said Province of Québec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the cano-



du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Pierre-de-Shawinigan, dans le comté de Champlain, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir :

La paroisse de Saint-Pierre-de-Shawinigan, située dans le comté de Champlain, mais séparée de ce dernier comté et annexée pour les fins d'enregistrement à la division d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, est un démembrement de la paroisse de Sainte-Flore, du dit comté de Champlain. Le territoire formé par la susdite paroisse de Saint-Pierre-de-Shawinigan, comprend les lots numéros six cent vingt-quatre (624), six cent vingt-cinq (625), six cent vingt-six (626), six cent vingt-sept (627), six cent vingt-huit (628), six cent vingt-neuf (629) et six cent trente-sept (637) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore, occupant une étendue d'environ mil cent trente (1130) arpents en superficie ; ce territoire est borné comme suit, savoir : vers le nord et le nord-ouest, par la rivière Shawinigan, vers le nord-est par la ligne limitative entre le canton Shawinigan et la seigneurie du Cap-de-la-Magdeleine, vers le sud-est, le sud, et le sud-ouest, par la rivière Saint-Maurice.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Pierre-de-Shawinigan ci-dessus décrites ;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Pierre de Shawinigan décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-NEUVIÈME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

ADELARD TURGEON,

Secrétaire de la province.

1253

nical decree, of the ecclesiastical authorities, together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint-Pierre-de-Shawinigan, in the county of Champlain, in the said Roman Catholic Diocese of Three Rivers, to be as follows, that is to say :

The parish of Saint-Pierre-de-Shawinigan, situate in the county of Champlain, separated from this latter county and annexed for registration purposes to the registration division of the county of Saint Maurice, is a dismemberment of the parish of Sainte Flore, of the said county of Champlain. The territory formed by the parish of Saint Pierre de Shawinigan, comprises the lots numbers six hundred and twenty-four (624), six hundred and twenty-five (625), six hundred and twenty-six (626), six hundred and twenty-seven (627), six hundred and twenty-eight (628), six hundred and twenty-nine (629) and six hundred and thirty-seven (637), of the official cadastre of the parish of Sainte Flore, occupying an area of about one thousand one hundred and thirty (1130) arpents in area ; this territory is bounded as follows, to wit : on the north and north west by the river Shawinigan, on the north east by the boundary line between the township Shawinigan and the seigniorie of Cap de la Magdeleine, on the south east, south and south-west by the river Saint Maurice.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of that part of the parish of Saint-Pierre-de-Shawinigan, aforesaid :

And We have erected and declared, and by these presents erected and declare the said parish of Saint-Pierre-de-Shawinigan, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this NINETEENTH day of the month of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, and in the second year of Our Reign.

By Command,

ADELARD TURGEON,

Provincial secretary.

1254

## Avis Divers

Cour Supérieure.—Kamouraska.

Dame Marie Caroline Hudon dit Beaulieu, épouse de François Xavier Roy, marchand, de Saint-Philippe de Néri, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

et

Le dit François Xaxier Roy, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-septième jour de mars 1902.

RIOU & POTVIN,

Avocats de la demanderesse.

Fraserville, 19 mars 1902.

1265

3

## Miscellaneous Notices

Superior Court.—Kamouraska.

Dame Marie Caroline Hudon dit Beaulieu, wife of François Xavier Roy, merchant, of Saint-Philippe de Néri, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

and

The said François Xavier Roy, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause, on the seventeenth day of March, 1902.

RIOU & POTVIN,

Attorneys for plaintiff.

Fraserville, 19th March, 1902.

1266

*Cour supérieure.—District de Kamouraska.*  
 Dame Amanda Garon, épouse de Jules Bruno Michaud, cultivateur et voyageur de commerce, de la paroisse de Saint-Louis de Kamouraska, dûment autorisée à ester en justice,  
 Demanderesse ;

vs.  
 Le dit Jules Brunc Michaud, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée et cette cause, le quinzième jour de janvier 1902.

L. C. RIOU,  
 Avocat de la demanderesse.  
 Fraserville, 15 janvier 1902. 1263

*Superior court.—District of Kamouraska.*  
 Dame Amanda Garon, wife of Jules Bruno Michaud, farmer and commercial traveller, of the parish of Saint Louis de Kamouraska, duly authorized to appear in judicial proceedings,  
 Plaintiff ;

vs.  
 The said Jules Bruno Michaud, Defendant.  
 An action for separation of property has been instituted in this cause on the fifteenth day of January, 1902.

L. C. RIOU,  
 Attorney for plaintiff.  
 Fraserville, 15th January, 1902. 1264

### Avis de Faillites

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Montréal. }  
 Dans l'affaire de Roderick MacKinnon, de Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans la susdite affaire et sera sujet à objection jusqu'à mardi, le huitième jour d'avril 1902, après laquelle date les dividendes seront payables dans notre bureau.

ARTHUR W. WILKS,  
 J. WILFRID MICHAUD,  
 Curateurs conjoints.  
 205, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 22 mars 1902. 1259

### AVIS AUX CREANCIERS.

Dans l'affaire de B. J. Strandens, de la cité de Montréal, manufacturier de cigares, Failli.  
 Je, soussigné, Archibald W. Stevenson, de la cité de Montréal, comptable licencié, ai été nommé curateur dans cette affaire.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations devant moi sous trente jours.

A. W. STEVENSON,  
 Curateur.  
 Bank of Toronto Chambers,  
 rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 20 mars 1902. 1257

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Montréal. }  
*In re* Madame S. McCann, Montréal, Insolvable.  
 Avis vous est donné que, le 17<sup>e</sup> jour de mars 1902, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs-conjoints à la succession de la sus-nommée, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice des ses créanciers.

Les réclamations doivent être filées à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Curateurs conjoints.  
 Bureau de Kent & Turcotte,  
 97, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 22 mars 1902. 1255

### Bankrupt Notices

Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Montreal. }  
 In the matter of Roderick MacKinnon, of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in the above matter, open to objection until Tuesday, the eight day of April, 1902, after which date dividend will be payable at our office.

ARTHUR W. WILKS,  
 J. WILFRID MICHAUD.  
 Joint curators.  
 205, Saint James street.  
 Montreal, 22nd March, 1902. 1260

### NOTICE TO CREDITORS.

In the matter of B. J. Strandens, of the city of Montreal, cigar manufacturer, Insolvent.  
 I, the undersigned, Archibald W. Stevenson, of the city of Montreal, chartered accountant, have been appointed curator in this matter.

Creditors are requested to file their claims before me within thirty days.

A. W. STEVENSON,  
 Curator.  
 Bank of Toronto Chambers,  
 Saint James street,  
 Montreal, 20th March, 1902. 1258

Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Montreal. }  
*In re* Madame S. McCann, Montreal, Insolvent.  
 Notice is hereby given that, on the 17th day of March, 1902, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all her assets for the benefit of her creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Joint curators.  
 Office of Kent & Turcotte,  
 97, Saint James street.  
 Montreal, 22nd March, 1902. 1256

*Index de la Gazette Officielle de  
Québec, No. 12*

**ANNONCEURS : — Avis aux : —** Concernant avi, etc., 689.

**AVIS : —** Effets de bagage non réclamés, Cie du chemin de fer du Pacifique Canadien, 706 ; Erection civile : Paroisse Saint-Viateur d'Outremont, 704 ; Requête aux fins d'obtenir une ordonnance pour promesse de vente, etc., 705 ; Séances spéciales de la cour d'Échiquier du Canada, 693.

**BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : —** Assemblée législative, 695 ; Conseil législatif, 693.

**FAILLIS : —** Bélanger, 707 ; Charbonneau, 707 ; Demers, 707 ; Desrochers, 708 ; Dinning & Co., 706 ; Dionne, 708 ; Doyon & Cie., 709 ; Fontaine, 708 ; Gohier, 708 ; Letourneau, 706 ; Mackinnon, 722 ; Marchand, 707 ; McCann, 722 ; O'borne, 707 ; Rousseau, 708 ; Stranders, 722 ; Yasinovsky, 707.

**LETTRES PATENTES, DEMANDES DE : —** Beauchemin & Fla, 702 ; Eagle Electric Light Coy, 700 ; La Cie Hamilton, 703 ; La Cie manufacturière de Montmagny, 702 ; La Cie à bois Jacques-Cartier, 699 ; La Cie L. P. Lazure, limitée, 699 ; The Charles A. Bull Produce Company, 701 ; The Quebec Opera House Coy, 701 ; The T. F. Moore Coy, 700 ; Victoria Yacht Club, Ltd., 703.

**LETTRES PATENTES ÉMISSES : —** Granda Hermanos Y Co., 692.

**MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDES DE TRANSFERT : —** De John Helder Isaacson à Robert Bennett Hutcheson, 693.

**NOMINATIONS : —** Conseillers de la municipalité du village de Daveluyville, comté d'Arthabaska, 719.

**PROCLAMATIONS : —** Paroisse Saint-Marc, érigée, 691 ; Partie de Sainte-Anne du Sault annexée à N.-D. du T.-S. Rosaire, 690 ; Saint Guillaume d'Upton érigée en municipalité de village, 719 ; Saint-Pierre de Shawinigan, érigée en paroisse pour toutes fins civiles, 720.

**RÈGLES DE COUR : —** Langelier vs Charlebois, 709 ; Tanguay vs Pennée, 709.

**SÉPARATIONS DE BIENS : —** Dmes Dalpé vs Collette, 697 ; Delage vs Mathieu, 697 ; Delorme vs Bachand, 698 ; Desroches vs Haynes, 699 ; Garon vs Michaud, 722 ; Groleau vs Demers, 698 ; Hudon vs Roy, 721 ; Mahaire vs Vailancourt, 697 ; Savage vs Marchildon, 698 ; Simard vs Martel, 698 ; Tremblay vs Montreuil, 698 ; Trouillet vs Racicot, 697 ; Versailles vs Monette, 697 ; Vézina vs Charette, 698.

**VENTES PAR LES SHERIFFS :**

**ARTHABASKA : —** Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Viau, 710.

**IBERVILLE : —** La ville de Saint-Jean vs Succession Boivin, 710.

**JOLIETTE : —** Rév. Messire Villeneuve vs Guibault, 711.

**KAMOURASKA : —** Carrol & Simon vs Bélanger, 711 ; Pouliot vs Desrosiers, 711 ; Richer et uxoz vs Michaud, 711.

*Index of the Quebec Official  
Gazette, No. 12*

**ADVERTISERS : — Notice to : —** Respecting notices &c, 689.

**NOTICES : —** Articles of unclaimed baggage, Canadian Pacific Railway Coy, 706 ; Civil erection :— Parish of Saint Viateur d'Outremont, 704 ; Petition to the purpose of obtaining an order for promise of sale, &c., 705 ; Special sittings of the Exchequer Court of Canada, 693.

**PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices Respecting the : —** Legislative Assembly, 695 ; Legislative Council, 693.

**INSOLVENTS : —** Bélanger, 707 ; Charbonneau, 707 ; Demers, 707 ; Desrochers, 708 ; Dinning & Co., 706 ; Dionne, 708 ; Doyon & Co., 709 ; Fontaine, 708 ; Gohier, 708 ; Letourneau, 706 ; Mackinnon, 722 ; Marchand, 707 ; McCann, 822 ; O'borne, 707 ; Rousseau, 708 ; Stranders, 722 ; Yasinovsky, 707.

**LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : —** Beauchemin & Fla, 702 ; Eagle Electric Light Coy, 700 ; La Cie Hamilton, 703 ; La Cie manufacturière de Montmagny, 702 ; La Cie à bois Jacques-Cartier, 699 ; La Cie L. P. Lazure, limitée, 699 ; The Charles A. Bull Produce Company, 701 ; The Quebec Opera House Coy, 701 ; The T. F. Moore Coy, 700 ; Victoria Yacht Club, Ltd., 703.

**LETTERS PATENT ISSUED : —** Granda Hermanos Y Co., 692.

**MINUTES OF NOTARIES, APPLYING FOR : —** From John Helder Isaacson to Robert Bennett Hutcheson. 693.

**APPOINTMENTS : —** Councillors of the municipality of the village of Daveluyville, county of Arthabaska, 719.

**PROCLAMATIONS : —** Parish of St. Marc, erected, 691 ; Part of Sainte Anne du Sault annexed to N. D. du T.-S. Rosaire, 690 ; Saint Guillaume d'Upton erected in village municipality, 719 ; Saint Pierre de Shawinigan, erected in parish for all civil purposes, 720.

**RULES OF COURT : —** Langelier vs Charlebois, 709 ; Tanguay vs Pennée, 709.

**SEPARATIONS AS TO PROPERTY : —** Dmes Dalpé vs Collette, 697 ; Delage vs Mathieu, 697 ; Delorme vs Bachand, 698 ; Desroches vs Haynes, 699 ; Garon vs Michaud, 722 ; Groleau vs Demers, 698 ; Hudon vs Roy, 721 ; Mahaire vs Vailancourt, 697 ; Savage vs Marchildon, 698 ; Simard vs Martel, 698 ; Tremblay vs Montreuil, 698 ; Trouillet vs Racicot, 697 ; Versailles vs Monette, 697 ; Vézina vs Charette, 698.

**SHERIFF'S SALES :**

**ARTHABASKA : —** Le Crédit Foncier Franco Canadien vs Viau, 710.

**IBERVILLE : —** The town of Saint Jean vs Estate Boivin, 710.

**JOLIETTE : —** Rév. Messire Villeneuve vs Guibault, 711.

**KAMOURASKA : —** Carrol & Simon vs Bélanger, 711 ; Pouliot vs Desrosiers, 711 ; Richer et uxoz vs Michaud, 711.

**MONTREAL** :—Hains vs Bousquet, 712 ; Lamar-  
che & Leclerc vs Trudel, 713.

**OTTAWA** :—Dme Stevenson vs Rosenbluth, 714 ;  
Quigg vs Whelan *ès-qual*, 714.

**QUÉBEC** :—Hon. Andrews vs Brown *ès-qual*,  
714 ; Turcotte vs Dme Plamondon, 715.

**RICHELIEU** :—Wurtele vs Cartier, 715.

**RIMOUSKI** :—Lavoie *et al* vs St. Laurent, 716 ;  
Levesque & Fils vs Levesque *et al*, 716.

**SAINT-FRANÇOIS** :—Bryan vs Lefebvre, 717.

**SAINT-HYACINTHE** :—Dme Bertrand vs Héritiers  
Bonneau, 717.

**TROIS-RIVIÈRES** :—Smith & Larivière, faillis, 718.

**MONTREAL** :—Hains vs Bousquet, 712 ; Lamar-  
che & Leclerc vs Trudel.

**OTTAWA** :—Dme Stevenson vs Rosenbluth, 714 ;  
Quigg vs Whelan *ès-qual*, 714.

**QUÉBEC** :—Hon. Andrews vs Brown *ès-qual*,  
714 ; Turcotte vs Dme Plamondon, 715.

**RICHELIEU** :—Wurtele vs Cartier, 715.

**RIMOUSKI** :—Lavoie *et al* vs St. Laurent, 716 ;  
Levesque & Fils vs Levesque *et al*, 716.

**SAINT FRANCIS** :—Bryan vs Lefebvre, 717.

**SAINT HYACINTH** :—Dme Bertrand vs Heirs  
Bonneau, 717.

**THREE RIVERS** :—Smith & Larivière, insolvents,  
718.